



Contre le toc de la compétitivité Le choc de la révolte?

● Échos de la journée européenne contre l'austérité

pages 3 à 6

● La navrante rodomontade d'un zéro de notre temps

page 7

● Judith Butler : la féministe et les va-t-en guerre

page 15

● Objets pépiements d'un nazillon franchouillard

page 17



Sommaire



Actualité

- Dans la rue ce 14 novembre**, par Fabrice, page 3
Grève solidaire avec les Turcs, page 4
Les Espagnols, debout contre l'austérité, par R. Pino, page 5
La météo syndicale, par J.-P. Germain, page 6
Un beaufre décomplexé, par N. Potkine, page 7
La Chronique néphrétique, de Rodkol, page 8
Maudits salaires! par P. Mignard, page 9

Arguments

- Les ficelles de l'économie**, par E. Vilain, page 11
Phalanstères du Gard, par Philippe, page 12

International

- Échos de la Conférence libertaire de Porto**, par Jean-Louis, page 14
Judith Butler et Israël, par P. Sommermeyer, page 15

Expressions

- Un négationniste bien d'chez nous** par J. Segal, page 17
Ermò, sa BD de la guerre d'Espagne par Juanito, page 20
Une caméra dans le couloir de la mort, par H. Hurst, page 21

Mouvement

- Mouvement et Radio sans dieu ni maître**, page 22
Pour faire son tour de chien, page 23

Dessinateurs

- Aurelio, Krokagas, La Salamandre, Bruno Loth, Nemo, Slo, Valère.**



Tarifs

(hors-série inclus)

- 3 mois, 12 n^{os} hebdomadaires, 1 n^o hors série, les gratuits 25 €
6 mois, 18 n^{os} hebdomadaires, 2/3 n^{os} hors série, les gratuits 50 €
1 an, 35 n^{os} hebdomadaires, 5/6 n^{os} hors série, les gratuits 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Le Monde libertaire - 145, rue Amélot - 75011 Paris - France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

France et étranger

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOFRRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

IL Y A DES ENTERREMENTS qui courent vite. Celui d'Ahmed al-Jaabari, leader militaire du sinistre Hamas palestinien, s'est fait au pas de charge. On voudrait vous y voir, avec des drones au cul... al-Jaabari, donc, a été assassiné. Par des voyous au coin d'un bois? Non. Enfin, oui, mais pas au coin d'un bois. Il a été proprement détruit, avec son véhicule, lui et quiconque avait eu la maladresse de l'accompagner, par un drone militaire israélien. Quant au voyou, il était bien au chaud un peu plus loin, puisque les drones sont des avions sans pilote embarqué, mais pas sans personne aux manettes. Bien au chaud dans son uniforme. Bien au chaud sous son supérieur et le supérieur de son supérieur.

Assassiné, donc, al-Jaabari l'a été de la manière la plus officielle par l'armée de l'État d'Israël. Un meurtre d'État, prémédité et accompli froidement, puis officiellement revendiqué et défendu, par le gouvernement démocratiquement élu. Israël est une démocratie. Un petit bout d'Occident en forme de porte-avions au milieu de l'Orient. Un point focal du prétendu « choc des civilisations ». Un État qui pratique le terrorisme au nom de la lutte contre le terrorisme. À l'heure où nous mettons sous presse, au prétexte de cet homicide par lui perpétré, Israël a déjà bombardé des centaines de maisons, tuant et mutilant encore, et concentre des forces pour une attaque terrestre. La haine de l'autre et le racisme poussent sur le fumier de la guerre.

D'autres enterrements traînent la patte. À Paris, et en général en France, peu de monde pour dénoncer les politiques d'austérité. En Europe, même en Grèce, flop aussi. Sauf en Espagne. Les travailleurs et les chômeurs ibériques sont, au plan de la lutte de classe, bien plus compétitifs que leurs frères du continent. C'est sans doute pour ça que les agences de notation, les banques et les dirigeants de l'Union européenne ne les aiment pas.

Les Espagnols, écrasés par l'offensive concertée du capital, ont massivement répondu à l'appel pour la journée d'action du 14 novembre. Mais les journées d'action, même suivies et combatives, ne suffisent pas à faire reculer le pouvoir: il faut la grève, les blocages, l'action directe. Pour imposer durablement une autre répartition des richesses qui toutes naissent du travail: des organisations pérennes et libres du mouvement ouvrier. Et, pour mettre fin à cette lutte incessante pour gérer l'inégalité, une belle et bonne révolution sociale.

L'inégale journée du 14 novembre

Fabrice

Groupe La Sociale
de la Fédération anarchiste

IL EST DES MOMENTS où la lutte permanente entre les classes se durcit, où la confrontation devient plus violente. Nous vivons une de ces périodes. Nous l'avons fréquemment analysé dans les colonnes du *Monde Libertaire*, le capitalisme, au prétexte d'une crise dont il a le secret, a décidé non seulement de purger son système (éliminer les canards boiteux) mais aussi et surtout de reprendre la quasi-totalité de ce que l'on appelle communément les acquis sociaux, qui n'ont rien d'acquis comme on peut le constater en ce moment.

La brutalité et la rapidité des coups portés aux populations correspondent à l'analyse que font les tenants du pouvoir du rapport de force actuel. Comme le dit Warren Buffet, un des hommes les plus riches au monde, « la lutte de classe existe, ma classe est même en train de la gagner ». Cela annonce la barbarie généralisée, voire la guerre si la pérennité du système en dépend (attention par exemple aux relents nationalistes anti« boches » qu'on voit fleurir sur le terreau de la misère qui s'installe).

Dans ce cadre, les diverses élections ne sont, en France ou ailleurs, que d'aimables péripéties destinées à faire diversion, tant il est vrai que ceux qui gouvernent le monde sont les grands patrons, les gouvernements n'étant que leurs subsidiaires interchangeables selon les circonstances.

C'est dans ce contexte que se situait le 14 novembre, journée de grève générale et de manifestations en Espagne, au Portugal, en Italie notamment. Cette convergence sur le fond (refus des plans d'austérité) et sur la forme (grève le même jour) représentait un



danger potentiel de contagion et c'est pour cette raison que la Confédération européenne des syndicats s'est empressée d'inventer un « machin » supposément de solidarité mais qui dans les faits dénaturait totalement le sens du combat des Espagnols, des Portugais, des Italiens. L'intitulé précis de l'appel de la CES pour le 14 novembre était « Journée d'action et de solidarité pour un contrat social européen ». Et ces tristes bureaucrates d'expliquer qu'ils ont soutenu tous les traités européens (notamment celui de Lisbonne), avalé toutes les politiques de régression sociale depuis des années mais qu'aujourd'hui ils ne peuvent plus garantir qu'ils vont pouvoir maintenir longtemps encore les salariés dans ce cadre pourri.

Et il s'est trouvé cinq organisations syndicales en France (CFDT, CGT, Unsa, FSU, Solidaires) pour reprendre à leur compte cet appel. Les mêmes d'ailleurs qui ont organisé la défaite sur la question des retraites en 2010. Un hasard très certainement.

De ce point de vue, il n'y a rien d'inquiétant – bien au contraire – que les cortèges en France aient été maigrelets. Plus ou moins consciemment, nombre de salariés, de jeunes, de chômeurs sentent bien, malgré leur volonté de bouger, qu'il n'y rien à attendre de journées de dupes de cette nature.

Par contre, en Italie, au Portugal et surtout en Espagne où le refus des plans d'austérité était clairement exprimé par les grévistes imposant aux directions syndicales un cadre clair, la mobilisation a été très importante et la volonté d'en découdre tout autant.

Plus que jamais, la responsabilité des militants anarchistes organisés, à commencer par ceux de la Fédération anarchiste, est d'aider à la jonction des luttes : celle des salariés contre les plans de licenciements, les « pactes » interclassistes de compétitivité, la liquidation des services publics, celle des chômeurs, des jeunes contre la précarité, l'appauvrissement général, la répression étatique. Il y a de ce point de vue de nombreuses ZAD, zones à défendre, et pas seulement à Notre-Dame-des-Landes.

Mais, face à la guerre que nous mène le capitalisme, il ne nous faut pas seulement être clairs et déterminés mais aussi organisés. Ne cédon pas au « mouvementisme » attirant certes mais qui constitue une impasse. Construisons des outils efficaces de résistance, bases de reconstruction future sur nos principes, ceux du fédéralisme et des mandats. Ne nous laissons « impuissant » par rien ni personne.

Bref, soyons à la hauteur des enjeux. **F.**



Courage, Siné !

Prisonniers politiques turcs

Grève de la faim

solidaire

DEPUIS LE 12 SEPTEMBRE, date de l'anniversaire du coup d'État de 1980, un large mouvement de contestation agite les prisons turques. Des centaines de prisonniers politiques, dont des députés, élus, avocats, journalistes, activistes antimilitaristes et antiguerres, étudiants, etc. sont en grève de la faim.

La grande majorité de ces détenus, incarcérés depuis 2009, le sont dans le cadre de l'affaire du KCK (l'Union des communautés du Kurdistan). Face à l'attitude du gouvernement et à son refus de répondre positivement à leurs revendications, depuis le 5 novembre, ce sont 10 000 prisonniers politiques qui sont associés au mouvement de grève de la faim dans 70 prisons turques. Sept députés du BDP (Parti pour la paix et la démocratie) les ont rejoints et ils bénéficient d'un soutien massif de la part de nombreuses organisations associatives, politiques et syndicales telles que LDH, les partis de gauche, les groupes libertaires, les syndicats, les figures intellectuelles.

D'après la LDH, aujourd'hui la vie de plus de 400 prisonniers est en danger ! C'est pourquoi, nous, la Fédération anarchiste de Besançon, apportons notre soutien à cette lutte par une grève de la faim symbolique de

dix jours afin d'attirer l'attention des citoyens quelle que soit leur origine avant qu'il ne soit trop tard. Vous pouvez apporter vos idées, votre soutien physique ou moral, vous informer, débattre et poursuivre, ensemble, cette lutte qui se construit à l'échelle internationale. Passez à L'Autodidacte où se déroule la grève de la faim.

Nous soutenons donc les revendications des prisonniers politiques en grève de la faim et exigeons non pas seulement la reconnaissance de leurs revendications, mais aussi la libération immédiate de tous les prisonniers politiques, à savoir les députés, maires, journalistes, intellectuels, étudiants, avocats et syndicalistes...

Nous exigeons également l'arrêt immédiat de la guerre et de la répression étatique, et qu'une solution pacifique soit trouvée à la question kurde.

Groupe Proudhon

Librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz (Besançon)
tel : 03 81 82 14 94.
groupe-proudhon@federation-anarchiste.org

Nouvelles liaisons de la Fédération

Un autre nouveau groupe de la Fédération anarchiste est présent à **Brest** dans le Finistère (29). Vous pouvez le joindre par courriel à l'adresse brest@federation-anarchiste.org

Un deuxième groupe de la Fédération anarchiste s'est créé en Moselle, à **Thionville**. Pour tout contact : groupedemetz@federation-anarchiste.org qui transmettra.

Vous pouvez contacter la liaison de **Mantes-la-Jolie** dans les Yvelines à l'adresse mantes-la-jolie@federation-anarchiste.org

Une liaison est désormais présente à **Abbeville** dans la Somme. Vous pouvez la joindre au courriel abbeville@federation-anarchiste.org

Une liaison est présente à **Meaux** en Seine-et-Marne. Vous pouvez la joindre via le Secrétariat aux relations intérieures de la FA : relations-interieures@federation-anarchiste.org

Une nouvelle liaison est présente dans le département de l'Ain à **Bourg-en-Bresse**. Vous pouvez la contacter à l'adresse bourg-en-bresse@federation-anarchiste.org
Le groupe Fresnes-Antony nous fait part de

son nouveau nom de baptême : groupe Anar'tiste-Antony, à **Antony**, dans les Hauts-de-Seine.

Une liaison de la Fédération anarchiste est désormais présente à Issoudun dans le département de l'Indre (36). Vous pouvez la joindre à l'adresse issoudun@federation-anarchiste.org

Un nouveau groupe de la FA s'est formé à Lille (59), Groupe de Lille : lille@federation-anarchiste.org

Vous pouvez consulter la liste régulièrement mise à jour des 110 groupes et liaisons de la FA : www.federation-anarchiste.org

La grève ignore les frontières

Deuxième grève générale en huit mois en Espagne, dans le cadre de la journée européenne d'opposition à l'austérité du 14 novembre.

« Qu'est-ce qui est le plus moral, créer une banque ou l'attaquer ? »
Bertold Brecht

EN ESPAGNE, deuxième grève générale en huit mois. Elle s'inscrivait dans le cadre de la journée européenne d'opposition à l'austérité qui avait lieu le 14 novembre. Le gouvernement de droite semble atteint de surdité avec un ministre des Finances (Luis de Guindos) qui s'obstine à vouloir imposer sa politique d'austérité : « Notre plan est la seule alternative possible. » Et tant pis pour les 3 600 amendements présentés au Parlement par les groupes d'opposition. Mais loin des travées parlementaires, le bruit de la rue tente de se frayer un passage jusqu'aux oreilles du Premier ministre Mariano Rajoy. La protestation et l'indignation sont venues de tous les secteurs : enseignants, élèves, parents d'élèves ont dénoncé les coupes budgétaires affectant l'Éducation. Grève également suivie dans le secteur hospitalier, la justice, la fonction administrative, l'industrie, les transports, etc. Il faut dire que le bilan du si mal nommé Parti populaire est difficile à défendre : au cours des neuf premiers mois de son accession au pouvoir, 500 000 nouveaux chômeurs se retrouvent au pôle emploi local. Nous en sommes maintenant à près de six millions et la tendance ne semble pas vouloir s'inverser. Les syndicats institutionnels (UGT et CC. OO) réclament toujours un référendum portant sur le « bien-fondé » de la politique gouvernementale. On imagine évidemment assez mal la tenue d'une telle consultation auprès d'une population qui n'en peut plus de subir augmentation du coût de la vie, expulsions ininterrompues des logements dont les traites et les loyers ne peuvent plus être payés, licenciements dont les conditions et indemnités ont été revues à la baisse pour faire plaisir au patronat. Un référendum n'y changera rien ; ce que la population pense de toutes ces mesures, tout le monde le sait, c'est pourquoi les appels à la grève et aux actions de protestation vont continuer : « Le 14 novembre n'est pas une fin. » Le combat va continuer et pour cela les deux centrales réformistes ont bien compris l'intérêt qu'il y a à s'adjoindre les forces des associations alternatives qui, elles, « s'indignent » depuis un an et demi. C'est le sens des appels du pied de plus en plus appuyés que l'on constate depuis l'été dernier.

La CNT, la CGT espagnole, Solidaridad Obrera, étaient évidemment partie prenante de ce vaste mouvement de protestation, en y ajoutant également une grève de la consommation. 60 % des petits commerces des centres-villes avaient baissé leur rideau. Nos camarades anarcho-syndicalistes rappelaient ainsi que « le bonheur n'est ni dans la consommation, ni dans la croissance forcée » et qu'« il est

important de proposer un changement de modèle économique qui résolve les besoins des êtres humains, sans avoir comme objectif le profit, la productivité, la compétitivité, et sans épuiser les ressources naturelles ».

La grève n'a toutefois pas réussi à paralyser le pays, même si certaines régions ont atteint des records de participation ; ainsi en Catalogne, aux Asturies et en Galice le taux de participation à la grève a-t-il atteint 85 %, tandis qu'en Andalousie, en Cantabrique, à Madrid il frôlait les 80 %. Ce qui n'empêche toujours pas Rajoy de s'entêter en déclarant : « Ma politique plaît à certains et pas à d'autres. » Ben voyons ; sûr qu'employeurs et salariés ne sont pas du même avis sur les « bienfaits » de cette politique, puisqu'ils ont des intérêts opposés, même que ça s'appelle la lutte des classes. Mais les dirigeants n'en démordent pas et insistent : c'est vrai ça va mal, mais ça pourrait être pire, alors « retournez au travail pour freiner le chômage » (Alberto Ruiz-Gallardón, ministre de la Justice). Et pour que le message passe mieux, rien de tel que des explications musclées. Les forces de l'ordre ont amplement « justifié leurs salaires » : 118 arrestations, 74 blessés (dont 43 policiers, comme quoi y a pas que des mauvaises nouvelles). Les images diffusées à la TV et surtout sur le Net ne laissent aucun doute sur la sauvagerie des policiers, qui n'ont pas hésité à matraquer courageusement à la tête un adolescent de treize ans qui participait à une manifestation pacifique à Tarragone.

Pour la CGT espagnole, cette grève générale a été « un pas de plus dans la mobilisation permanente pour le changement de modèle économique, social, politique et environnemental ». Alfonso Alvarez, secrétaire général de la CNT, rappelle lui, que « les anarchosyndicalistes invitent à créer une société différente tant du point de vue économique que politique, ayant pour base l'horizontalité dans les prises de décisions et la justice sociale. Nous offrons aux travailleuses et travailleurs nos outils pour la défense de leurs intérêts dans les entreprises, que ce soit au plan de l'action sociale ou juridique, démontrant ainsi jour après jour que la solidarité dans l'action, dans les entreprises ou dans la rue est le meilleur si ce n'est le seul mécanisme d'autodéfense existant ».

Bien évidemment, aussi bien la CGT que la CNT ainsi que les syndicats alternatifs ne manquent pas une occasion de rappeler qu'une grève générale c'est bien, mais qu'une grève générale illimitée c'est mieux et que ça reste leur objectif pour un futur que l'on espère le plus proche possible.

Ramón Pino

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste



Brèves de combat

Cher payé !

Quatre activistes ludiques du mouvement de désobéissance au TGV Mugitu sont traduits devant l'Audience nationale de Madrid (tribunal d'exception) pour avoir entarté, le 27 octobre 2011 à Toulouse, la présidente navarraise Yolanda Barcina. Le procureur requiert de 4 à 9 années de prison ! Une campagne de solidarité est lancée aussi bien au Pays basque qu'au niveau international.

Opération assiettes vides

Des militants du Secours populaire ont fait semblant de manger devant des assiettes vides, en tête de la manifestation pour l'emploi et la solidarité en Europe. Leur objectif : faire revenir Bruxelles sur sa décision de réduire le plan européen d'aide alimentaire.

Drame trop « ordinaire » ?

Un nouveau sans domicile fixe, pris d'un malaise, est décédé ce matin sur la voie publique au 90, boulevard Richard-Lenoir à Paris. Appelés, les pompiers ont tout fait pour le ranimer, en vain. Cet homme était âgé de 56 ans.

Au bonheur des riches

Le patronat a proposé sa réforme du contrat de travail. Au menu : flexibiliser le CDI pour faciliter les licenciements et favoriser le chômage partiel.

Météo syndicale



ENCORE UNE GRAND-MESSE ou encore une promenade ? On peut à l'envi disserter autour du verre à moitié plein ou à moitié vide ou dire (ou chanter...) comme Félix Leclerc : « *Quand les hommes vivront d'amour ce sera la paix sur Terre, les soldats seront troubadours mais nous nous serons morts, mon frère.* » Ben oui mais en attendant on bat le pavé et souvent en se demandant si le truc a encore une signification ou qu'on devrait le jeter aux orties...

Encore une fois, dans notre Hexagone on pouvait ça et là se rendre compte que les retraités étaient plus qu'une force d'appoint. Est-ce à croire que les actives et actifs n'ont plus les moyens de se mettre en grève ou de s'absenter pour manifester ?

Première syndicale européenne, le 14 novembre aura été apprécié, malgré tout, à sa juste valeur. Bien pour l'internationalisation des luttes contre l'austérité, même si ça reste souvent au stade du discours. Mais, particulièrement pour ce qui est de la France, la mobilisation ressemble parfois à du bricolage...

« *Que, dans tous les pays européens, les syndicats se soient mis d'accord pour un même jour, dans un même mouvement, dénoncer les politiques d'austérité en Europe, c'est un acte fort qui doit être entendu par*

tous les chefs d'État européens. » a déclaré Bernard Thibault, toujours secrétaire de la CGT. Mais que dire quand il n'y a pas localement d'unité syndicale ? À PSA, toujours de fortes divisions syndicales... la « pomme de discorde » est dans le dilemme : lutter contre la fermeture ou négocier les départs. Dans la manifestation du 14, des militants CGT clamaient : « *Interdiction des licenciements, aucune usine ne doit fermer.* » Est-ce un slogan ou une position syndicale ? L'avenir le dira.

Pour le moment le Medef avance ses pions. Dans les esprits, la propagande patronale fait des ravages : selon un « sondage », 59 % des salariés se disent prêts à accepter un gel des salaires « pour éviter un plan social ». Leur a-t-on demandé s'ils et elles ne préféreraient pas se battre ? Laurence Parisot tape toujours sur son clou : « *Les patrons de PME ont besoin d'adaptation, de simplification, de lisibilité pour vaincre la peur de l'embauche.* » Le gouvernement sera au pied du mur. Vous avez dit compétitivité ? Ça commence sérieusement à annoncer une régression historique. Face à tout ça il faudra plus que des poches de résistance.

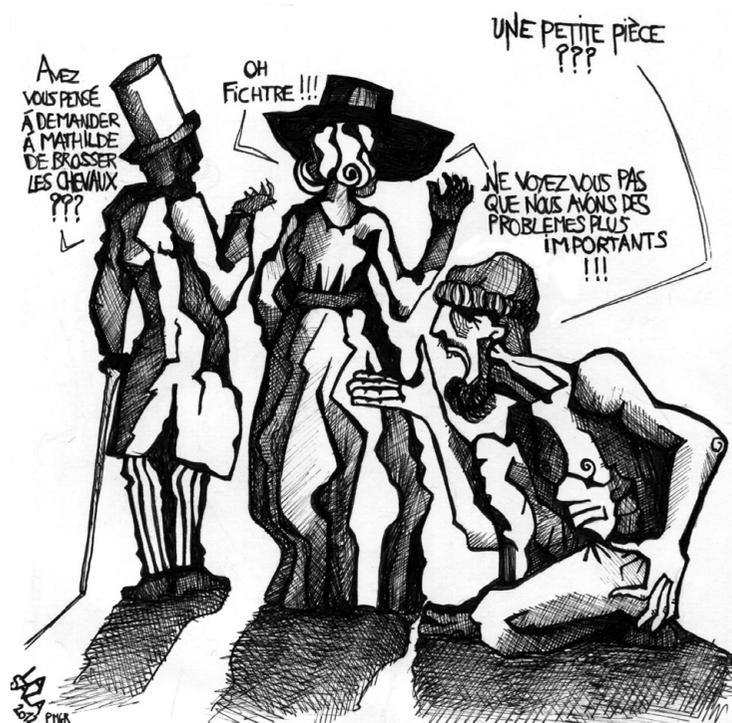
Jean-Pierre Germain

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



70 000 euros par an et dissonance cognitive

« Moi je ne respecte pas les fonctionnaires français. Je gagne 70 000 euros par an, vous gagnez le Smic, alors vous fermez votre gueule. »



UNE VIDÉO, SUR LE NET. On ne voit pas grand-chose, mais on entend. Un conflit entre un voyageur et une employée de la SNCF. Banal, surtout depuis que le libéralisme sabre le personnel de la SNCF, qui ne peut plus bien entretenir ses lignes (celles qui subsistent), entraînant des retards consternants et que l'on n'avait jamais vus ces dernières années en France.

Mais non, ce n'est pas cela. En gare de Viroflay (banlieue réputée pour le malheur de ses habitants qui échouent souvent à passer de la Mercedes à la Bentley), un homme crie dans son portable, et bloque une queue. L'employée lui demande de se pousser pour laisser la place aux autres. Le monsieur répond, ce qui déjà vaut son pesant de stock-options, que lui, « il est cadre, que ce n'est pas son problème, qu'il a des soucis ». D'où l'on déduit qu'il y a au moins un cadre en France qui juge qu'il faudrait deux types de guichet: avec queue pour la population, sans queue pour les cadres. Mais l'internaute continue à enregistrer: « Moi je ne respecte pas les fonctionnaires français. Je gagne 70 000 euros par an, vous gagnez le Smic, alors vous fermez votre gueule. » Et encore: « C'est que nous, on se casse, nous on en a marre. » Ou bien: « Si vous n'aviez pas de gens comme moi à payer 10 000 euros d'impôts, vous n'auriez pas votre salaire, vous feriez quoi, vous seriez à la rue! » Puis: « Nous, on est supérieurs à vous, et vous, vous allez crever. Moi je vous pique 70 000 euros si vous êtes chez Orange. Je suis tous les mois à Saint-Domingue pour Orange, c'est pour ça que je gagne 70 000 euros. Et le week-end, je suis à La Baule. Vous gagnez combien? Vous avez votre salaire de merde? » Lumineux.

Que les éructations du bonhomme soient vraies ou non (Orange affirme qu'elles sont fausses), on aura rarement, en nos temps hypocrites, aussi bien éclairci la haine de classe. La vraie. La féroce, la sans pitié. Celle

qui jouit d'être la botte qui piétine le pauvre. Celle qui crache à la figure du mendiant. Celle qui aime les prisons et les camps. Karl Marx a certes eu tort de faire de la lutte de classes le seul moteur de l'histoire, il a néanmoins l'excuse qu'en son temps de telles déclarations, plus polies mais pas moins sincères ni moins haineuses, étaient monnaie courante, se lisaient dans les livres et les journaux. À quels vilains ressorts psychologiques font-elles appel? L'ignorance, la honte, l'aigreur.

L'ignorance, parfois involontaire, souvent volontaire, est une caractéristique constante de la pensée de droite. L'imbécile assertion selon laquelle ce sont les riches qui font vivre les pauvres (« Si vous n'aviez pas de gens comme moi... ») était déjà utilisée par les idéologues contre-révolutionnaires en 1790: s'il n'y avait pas de ducs, que mangeraient les laquais, les tailleurs et les carrossiers? (J'entends une voix, au fond de la classe, murmurer « des comtes et des marquis ».) Refuser de comprendre que les revenus des ducs (des cadres...) proviennent en totalité, directe ou indirecte, du travail des pauvres (des employés...) est évidemment la preuve d'une ignorance insupportable, et rarement si involontaire que ça.

La honte. Les survivants des camps de concentration, et une myriade de psychologues, ont depuis longtemps mis en évidence le phénomène. Quelle que soit l'idéologie qui anime un être humain non entièrement psychotique, annihiler, torturer, humilier, exploiter un autre être humain ne va pas sans honte. Cette désagréable sensation ne peut être combattue que par un surcroît de haine et de déshumanisation de la victime. C'est le côté opposé du vieux mécanisme psychologique par lequel on tend à aimer ceux à qui l'on fait régulièrement du bien. La « tendance à la réduction de la dissonance cognitive », dissonance entre

deux pensées contradictoires, pousse à la modification de la perception de la réalité afin que l'une des deux pensées contradictoires disparaisse. Haïr le captif impuissant que l'on torture permet de ne plus avoir honte du crime que l'on commet. Notre petite ordure de Viroflay ne doit pas être si fière que cela de gagner sept fois plus qu'une guichetière de la SNCF.

L'aigreur. Oui, les cadres travaillent dur. De plus en plus dur, d'ailleurs. Et s'ils sont cadres, ils sont donc insérés dans une organisation hiérarchisée, implacable, ils doivent avaler couleuvre sur couleuvre, ils prennent de nombreux risques, ils sont souvent obligés de produire tel ou tel résultat sans être sûrs d'avoir les moyens ou les instruments ou le temps nécessaires. Mais la rage que tout cela entraîne ne peut pas être dirigée contre leurs supérieurs. Bien sûr, pas ouvertement, mais pas non plus psychologiquement: ils ont trop investi moralement, émotionnellement, narcissiquement pour admettre que leur job est une constante humiliation et que leur employeur est leur pire ennemi (réduction de la dissonance cognitive, là encore). Alors, la soupape est la haine du pauvre. Et puisque l'on travaille si dur, on invente que si le pauvre est pauvre, c'est qu'il ne travaille pas assez. Qu'il est paresseux (ce que secrètement le cadre voudrait être). On réussit donc l'exploit d'être à la fois envieux et méprisant envers les pauvres. À peu près comme le catholique pratiquant sexuellement coincé, qui est à la fois envieux et méprisant du célibataire passant d'un lit à l'autre.

Terminons sur un trait d'humour involontaire: Orange s'est empressé de déclarer que « ce type de propos ne reflète en rien les valeurs d'Orange ». En aurions-nous jamais douté?

Nestor Potkine

Mal-logés maltraités

Une dizaine de mal-logés ont interrompu une réunion où se congratulait le gratin du PS, Jospin, Delanoë, etc., et ce malgré l'intervention de vigiles violents. Ils ont continué sur le même registre, une fois sortis du bâtiment parisien, aux cris de « honte à ce pouvoir qui maltraite les mal-logés ! ». Si les gueux recommencent à investir les ors du pouvoirs, où va-t-on ?

Expulsion du CSA à Toulouse

Suite à l'expulsion du Centre social autogéré du 22, rue Demouilles à Toulouse, la centaine d'habitants et la Campagne pour la réquisition, l'entraide et l'autogestion se sont de nouveau retrouvés à la rue. Cet immense bâtiment, laissé vide depuis six ans, est donc retourné au silence après un mois de vie, d'expériences, d'activités diverses et de rencontres. Un hélicoptère du GIPN et 200 flics sont venus expulser violemment les occupants.

Il faut braver les lois

Cette citation de l'abbé Pierre a été placardée sur une ancienne caserne marseillaise réquisitionnée par un collectif d'associations pour y loger des familles roms : « Pour venir en aide à un humain sans toit, sans pain, sans soins, il faut savoir braver les lois. » L'occupation n'a été rendue publique qu'une fois le délai de flagrance passé, rendant impossible l'évacuation sans décision de justice.



Chronique néphrétique

Grand Jeu Concours!

CETTE SEMAINE, J'OFFRE UN SUPER cadeau surprise (à mes frais) aux trois premières personnes qui trouvent qui a écrit les lignes suivantes, dans les années 1930. Accessoirement, il serait intéressant de savoir si les lecteurs du *Monde libertaire* signeraient ces dites lignes. Envoyez vos réponses à :

rodkol@netcourrier.com

« Les luttes qui déchirent aujourd'hui le monde sont si meurtrières que les combattants s'imaginent sans doute avoir des raisons très profondes de se battre. Je crois qu'ils se trompent. Si des partis sont très âprement opposés les uns aux autres, cela ne signifie pas nécessairement qu'ils poursuivent des fins radicalement différentes. La diversité de leurs opinions ne se mesure pas par l'intensité de leur antagonisme. Et l'on a vu des dissensions cruelles mettre aux prises des sectes composées d'adorateurs d'un même dieu.

« Les partisans qui luttent pour la maîtrise du monde moderne ont beau porter des chemises de couleur différente, leurs armes viennent du même arsenal, leurs doctrines sont des variations d'un même thème, et ils vont au combat en chantant, sur un même air, des paroles qui se ressemblent beaucoup. Leur arme, c'est la contrainte imposée à la vie et au travail humains. Leur doctrine, c'est que l'on ne peut vaincre le désordre et la misère qu'en organisant et qu'en ordonnant chaque jour davantage. Leur promesse, c'est que l'État donnera le bonheur aux hommes.

« Dans le monde entier, au nom du progrès, des hommes qui se font appeler communistes, socialistes, fascistes, nationalistes, progressistes, et même libéraux sont tous d'accord pour penser que le gouvernement, armé de la force publique, doit, en imposant aux hommes une manière de vivre, diriger le cours de la civilisation et déterminer l'aspect de l'avenir. [...]

« Ce dogme est à la base de toutes les autres doctrines en vigueur. C'est dans ce moule que sont coulées les pensées et les actions de notre époque. Personne n'envisage sérieusement, personne ne croit même possible d'aborder sous un autre angle les grands problèmes de l'humanité. Les masses récemment affranchies et les

penseurs qui leur fournissent leurs idées sont presque entièrement possédés par ce dogme. Ça et là, une poignée d'hommes, quelques groupes sans influence, des penseurs isolés et dédaignés, continuent seuls à le défier. Les principes du collectivisme autoritaire sont devenus des articles de foi, des affirmations évidentes, des axiomes incontestés non seulement pour tous les régimes révolutionnaires, mais encore pour presque tous les mouvements qui se prétendent partisans des Lumières, de l'humanité et du progrès.

« Il y a eu des despotismes plus cruels que ceux de Russie, de l'Italie et de l'Allemagne. Mais il n'y en a pas eu de plus complets. Dans ces grands centres de civilisation, des centaines de millions d'hommes sont obligés de considérer les agents de l'autorité comme leurs maîtres, et de penser qu'on ne peut vivre, travailler et trouver le salut par ordre supérieur.

« Ce qui caractérise presque partout l'homme de progrès, c'est qu'en dernière analyse il compte sur le renforcement de l'autorité gouvernementale pour améliorer la condition humaine. Les progressistes préférèrent évidemment procéder prudemment et par paliers, en obtenant par la persuasion le consentement des majorités ; mais le seul instrument de progrès dans lequel ils aient confiance, c'est l'autorité gouvernementale. On dirait qu'ils ne peuvent rien imaginer d'autre, et qu'ils ont oublié que tous les progrès qui leurs sont chers ont été obtenus en émancipant les hommes de la puissance politique, en limitant le pouvoir, en libérant les énergies individuelles de l'autorité et de la contrainte collective.

« C'est là le sens de la lutte millénaire menée pour soumettre le souverain à une constitution, pour donner aux individus et aux groupements librement constitués des droits opposables aux rois, aux féodaux, aux majorités et aux foules. C'est là le sens de la lutte menée pour la séparation de l'Église et de l'État, et pour libérer la conscience, la science, les arts, l'instruction et le commerce, de l'inquisiteur, du censeur, du monopolisateur, du policier et du bourreau. »

Rodkol

Réduire le coût du travail ?



Patrick Mignard

CETTE QUESTION EST aujourd'hui posée comme une évidence, un passage obligé, un impératif économique catégorique.

Ceux qui sont pour l'affichent clairement. Ceux qui sont contre prennent des chemins tortueux, et pas évidents à suivre pour exprimer une idée dont on n'est pas toujours sûr qu'elle soit claire.

Avant d'aller plus loin, voici quelques rappels utiles.

Travail et force de travail

Parler de coût du travail est en fait un abus de langage. En effet, le travail ne coûte pas... L'activité travail crée la valeur, et cela quel que soit le système économique.

Ce qui «coûte», c'est ce qui effectue ce travail, c'est-à-dire celle ou celui qui travaille. Et quel est son coût? Ce dont il a besoin pour exister en tant que producteur de valeur, autrement dit travailler et vivre socialement...

Dans le système de l'esclavage, le maître est tenu d'entretenir son esclave, dans le système féodal, le serf se débrouille seul, ou en communauté, et doit une partie de sa production au seigneur qui le «protège». Dans le cas du salariat, si le chef d'entreprise veut une force de travail, il va la louer sur le marché dit «du travail»... en fait de la force de travail.

Le salaire est à la fois le coût que doit supporter l'employeur pour disposer d'une force de travail dont il a besoin pour son entreprise, mais c'est aussi un revenu, indispensable pour le salarié pour assurer sa subsistance.

La force de travail, et non le travail, est donc une marchandise. Valeur d'usage pour l'employeur, qui la paie à sa valeur et la consomme. Valeur d'échange pour le salarié, qui, en échange de sa force, acquière les moyens de sa subsistance.

Le marché de la force de travail apparaît comme parfaitement équitable. Le contrat de travail entérine l'accord entre l'employeur et le salarié. L'usufruit de l'utilisation de la force de travail est le profit, propriété de l'acheteur de la force.

Sauf que... l'employeur a tendance à «louer» le moins cher possible cette force de travail et le salarié, à la céder le plus cher possible.

Les luttes des salariés pour améliorer leurs conditions de rémunération : salaire minimum, conventions collectives, limitation de la durée du travail, surpaiement des heures supplémentaires, cotisations patronales, sont des conquêtes importantes qui ont fait perdre de vue l'essentiel – et qui réapparaît aujourd'hui. Revenons maintenant à la question initiale.

Faut-il réduire le coût du travail? On comprendra qu'il faut entendre, en fait, le «coût de la force de travail.»

Pour l'employeur, c'est une évidence. D'ailleurs, l'essentiel des conflits depuis que le salariat existe porte sur cette question : si, à la limite, le chef d'entreprise pouvait se passer totalement de salariés, il n'hésiterait pas une seconde. Or cela, il ne le peut pas, simplement parce que c'est le travail, et lui seul, qui crée la



valeur. Notons que même le capital technique (les machines) n'est, socialement, qu'un produit du travail. Autrement dit, seul le travail est créateur de valeur.

Le problème, si l'on peut dire, c'est que le progrès technique rend de plus en plus efficace l'acte de travail, au point que l'on a besoin de moins en moins de force de travail pour produire... et que celle que l'on utilise doit être d'abord déqualifiée puis, du fait de l'automatisation généralisée, de plus en plus qualifiée.

On comprend donc la logique de l'employeur qui, entre financer un progrès technique qui accroîtra sa productivité, donc sa capacité de concurrence, et continuer à payer des salaires a vite fait le choix.

S'ils ne peuvent pas, l'employeur et l'État garant de ce système, pour des raisons de paix sociale, licencier massivement et ne garder qu'un petit nombre de salariés, ils vont donc être obligés d'agir sur le niveau des salaires.

Or, nous l'avons vu, le salaire est la valeur d'échange de la marchandise force de travail. C'est lui qui assure la subsistance et l'existence du salarié.

Inutile de détailler les conséquences de la réduction du salaire pour le salarié.

On peut objecter qu'une diminution des salaires directement, ou indirectement (réduction de la contribution sociale des entreprises qui obligera les salariés à compenser), entraînant, dans tous les cas, une baisse de pouvoir d'achat, va porter atteinte à l'intérêt de ces mêmes entreprises, les consommateurs étant les salariés.

Cela est vrai, ou plutôt était vrai lorsque nous fabriquions l'essentiel des produits manufacturés que nous consommons. Or ce n'est plus tout à fait le cas aujourd'hui. Beaucoup de produits manufacturés sont des produits d'importation... Une politique de la demande relancerait donc les importations, aggravant le déséquilibre de la balance commerciale, tout en accroissant les coûts de production intérieure, faisant baisser la compétitivité des produits intérieurs et exportables.

C'est donc tout à fait logiquement que le Medef et le gouvernement optent pour une politique de l'offre (réduction des coûts de production, relance de l'investissement, allègement des cotisations des entreprises) qui ne dit pas son nom.

Le problème à résoudre est : comment faire passer une telle politique de manière indolore ?

« Pacte » ou « choc » de compétitivité ?

Les mots ont leur importance car, à défaut d'innover en matière de politique économique – « tendance austérité » –, les différences se font plus sur la forme que sur le fond.

Pour la droite, ce n'est pas compliqué, elle assume parfaitement. Pour la gauche, c'est, en principe et politiquement, plus délicat car, traditionnellement, elle opte pour une politique de la demande ; or, nous venons de le voir,

celle-ci ne fonctionne plus dans le cadre du capitalisme mondialisé actuel. Il faut donc, cette fois, sans faux semblants, assurer et assumer un total changement d'orientation.

Pour ce faire, rien de tel qu'un « bon rapport », fait par un « expert compétent » qui explique, en long et en large, qu'il n'y a pas d'autres solutions.

La mesure phare du dispositif actuel – suite au rapport Gallois – résume bien la problématique économique du gouvernement.

« Crédit d'impôts » plutôt que « réduction des cotisations sociales » des entreprises (préconisée par le rapport). Pas de différence sur le fond, mais le « crédit d'impôts » donne moins l'impression d'un cadeau aux entreprises. Au total, cela équivalait à une baisse de 6 % du coût du travail. On ne touche donc pas directement, par cette mesure, au niveau des salaires. Dans les faits, ce dispositif est financé par une hausse modulée de la TVA (que le PS avait juré ne pas toucher), ce qui porte atteinte au pouvoir d'achat des salariés et des chômeurs.

Pour en revenir à nos concepts de départ, la valeur de la force de travail est indirectement dévalorisée, non pas au niveau du salaire (sa valeur), mais du fait de la réduction du pouvoir d'achat de ce salaire. Nous avons ici une baisse implicite déguisée du salaire. De la rémunération du capital (dividendes), il n'en est nullement question. Et pour cause, gestion du système oblige !

La cerise sur le gâteau est incontestablement la mesure qui consiste à « introduire des représentants des salariés dans les conseils d'administration ou de surveillance des entreprises de plus de 5 000 salariés ». Mesure qui va aboutir à une cogestion du système, autrement dit à faire assumer – cas de l'Allemagne – par les salariés les contraintes imposées par un système dont ils sont les principales victimes.



Le rapport social salarial demeure, la force de travail demeure une marchandise, l'intérêt du système passe par la domination des banques, de la finance, le pouvoir réel est toujours entre les mains des actionnaires... et les salariés vont être conviés à accepter les mesures de limitation des salaires, précarisation de l'emploi, réduction de leur protection sociale, et tout cela au nom de la défense de leur emploi.

S'il y a un « vrai changement maintenant », c'est celui de l'adhésion parfaite, par le gouvernement socialo-écologiste, et sans réserve, aux règles du libéralisme économique. Désormais, la boucle est bouclée. **P.M.**

Anarchisme

et politique économique (III)



Ce texte clôt une réflexion en matière d'économie politique libertaire entamée par Éric Vilain dont les deux premiers volets sont parus dans les *Monde libertaire* 1683 et 1685.

La rédaction

TOUT ÇA NE CONDUIT évidemment pas à la révolution, ou pas nécessairement, mais ce sont des projets qui ont fonctionné ou qui fonctionnent encore et qui pourraient être mis en œuvre et très largement étendus si une révolution avait eu lieu. Faute de révolution (et ce n'est pas de la faute de Proudhon), ces projets ont quand même contribué à améliorer la situation de millions de personnes.

Un dernier exemple où le mouvement libertaire a raté le coche (on a l'habitude) : la réforme des retraites.

J'ai rarement autant marché qu'à cette période. On a tous parcouru Paris dans tous les sens. Et que les organisations syndicales, unitairement, appellent à marcher de Bastille à Nation. Et que les organisations syndicales, unitairement, appellent à marcher de Nation à Denfert.

Et ces quelques révolutionnaires purs et durs qui criaient : «Le pouvoir est dans la rue !»

S'il avait été dans la rue, vu le nombre de kilomètres parcourus, on l'aurait eu, le pouvoir. Tout ça, c'est des conneries, le pouvoir n'est pas dans la rue. C'est précisément la raison pour laquelle on nous a baladés dans la rue pendant un mois, la raison pour laquelle nos organisations syndicales, CGT en tête, se sont gardées d'appeler à la grève générale parce que cela aurait impliqué que les travailleurs occupent leurs entreprises, là où précisément se trouve le pouvoir.

Personne n'a vraiment soulevé le vrai problème, sauf, peut-être, *Le Monde libertaire* dans un excellent article signé Raoul Boullard. Pendant les manifestations contre la réforme

des retraites voulue par Sarkozy, on nous a expliqué que, puisque les gens vivaient plus longtemps, il fallait qu'ils travaillent plus longtemps également.¹ Personne, parmi les innombrables organisations politiques et syndicales qui briguent les suffrages des travailleurs, n'a dénoncé l'escroquerie intellectuelle consistant à culpabiliser les salariés parce que, s'ils prennent leur retraite après quarante annuités, ils vont pénaliser leurs enfants, qui seront contraints de travailler encore plus. Personne n'a dénoncé le fait que cette attaque contre les retraites faisait partie d'un plan concerté de longue date, plan auquel les organisations de gauche adhèrent d'une façon générale.

Dans l'article du *Monde libertaire*, Raoul Boullard montrait que ce qui est déterminant ce n'est pas le nombre d'actifs nécessaires pour payer les retraites des «vieux», mais la valeur produite par chaque actif, autrement dit la productivité du travail.

Si, en 1950, il fallait la valeur du travail de quatre actifs pour payer un retraité, l'augmentation de la productivité du travail a été telle qu'on peut très bien envisager que un actif suffise aujourd'hui, sans tomber dans le tableau apocalyptique des «jeunes» s'épuisant au travail pour les «vieux».

Mais cette explication n'a jamais été donnée par les organisations de gauche, aucun travail «pédagogique» n'a été fait pour contrer la propagande du pouvoir et des médias.

Et il y a un autre fait qui n'a jamais été révélé par ces organisations politiques et syndicales qui briguent nos suffrages. On dit que

l'espérance de vie moyenne augmente, et c'est vrai. Mais on ne dit pas que l'espérance de vie en état de validité physique et mentale est de soixante-trois ans pour les hommes et de soixante-quatre ans pour les femmes. Autrement dit, en reculant l'âge de la retraite, on prive les salariés de plusieurs années de vie en situation de validité. Et un nombre considérable de personnes ne profiteront pas de leur retraite en situation de validité.

Ce que je retire de ces quelques réflexions, c'est que, dans le «fonds commun» anarchiste, il y a des idées qui restent encore parfaitement actuelles et qui pourraient être facilement adaptées à la situation actuelle.

Le problème est que :

– Nous ne sommes pas adaptés à une réflexion collective dans l'urgence et que nous ne sommes pas en mesure d'être réactifs ;

– Nous ne sommes pas en mesure de mettre sur pied, dans l'urgence, une campagne de propagande et d'information du public sur des thèmes ciblés ;

– Nous avons totalement négligé de mener une réflexion susceptible de proposer des alternatives au niveau macroéconomique (c'est-à-dire au niveau de l'organisation globale de l'économie).

Éric Vilain

1. www.monde-libertaire.fr/anticapitalisme/13893-reforme-des-retraites-resituer-le-probleme-dans-son-contexte-general.

L'école de Nîmes

Une doctrine sociale inspirante ?

Philippe

Groupe Gard-Vaucluse
de la Fédération anarchiste

DANS LE CADRE DE l'Année internationale des coopératives décrétée par l'assemblée générale des Nations unies, je me suis intéressé à un mouvement coopératif français du sud de la France de la fin du XIX^e siècle animé par des protestants : l'école de Nîmes*.

Un peu d'histoire...

Dès 1830, la propagande fouriériste (de François Marie Charles Fourier, une figure du socialisme utopique) pénètre en Languedoc et à Nîmes, mais son influence touche surtout le milieu de la petite bourgeoisie intellectuelle protestante, autour du rêve du phalanstère¹, et elle ne prend pas dans les milieux ouvriers.

Un peu plus tard, on voit apparaître l'émergence des associations ouvrières, qui correspondent à l'idée devenue populaire d'organisation du travail de Louis Blanc, ainsi que l'apparition des sociétés de secours mutuel vers 1848. Mais il faut attendre l'affermissement de la République en 1879 (possibilité de créer des chambres syndicales, des coopératives) pour voir resurgir des tentatives gardoises de coopération.

Et c'est dans les milieux populaires et ouvriers socialisants que le mouvement des créations de coopératives démarre à Nîmes, en 1879, avec La Solidarité, une coopérative créée par Auguste Fabre (filateur à Uzès), Auguste Chartier (tailleur de pierre) et Auguste Testier (chapelier), et avec La Renaissance, la première boulangerie coopérative. Elles ont été créées en s'inspirant des exemples du mouvement coopérateur anglais, des sociétés de crédit en Allemagne et des théories proudhoniennes. En effet, Chartier situe la coopération dans un vaste ensemble de réformes qui permettront d'aboutir à un régime fédératif, remplaçant le gouvernement des hommes par l'administration des choses.

En 1883, ces deux coopératives fusionneront avec l'Abeille nîmoise, une société d'économie populaire sous la forme d'une

coopérative de consommation d'épicerie, de boulangerie et de charbon créée par Édouard de Boyve (un socialiste chrétien). Tout est en place pour la fondation de l'école de Nîmes (septembre 1886) qui n'est, en fait, que le résultat d'une heureuse conjonction de personnalités.

L'École de Nîmes

En effet, cette doctrine sociale est née de la rencontre entre un cercle d'hommes réunis sans distinction de condition, de profession, d'opinion politique, religieuse ou philosophique et cherchant des réponses concrètes aux tensions économiques et sociales existantes, la société d'économie populaire (la première université populaire?) et Charles Gide, un Gardois professeur d'économie politique à la faculté de droit de Montpellier, qui va leur apporter un appui scientifique indéfectible.

Ce dernier pense que la coopération ne doit pas être seulement un outil destiné à améliorer au jour le jour la condition ouvrière, mais bien le socle d'un ordre social nouveau qui répudiera à la fois le libéralisme et le socialisme marxiste. Il dénonce le servage économique des travailleurs et montre que, en dehors de l'État et de l'action révolutionnaire, on peut constituer un mouvement économique extrêmement important qui, par l'union des consommateurs, pourrait aboutir à la suppression du profit. Il désire que le mouvement coopératif devienne un facteur d'évolution sociale.

Ce groupe d'ouvriers socialisants et de quelques bourgeois protestants va chercher à améliorer la condition sociale des moins favorisés en refusant toute action violente. Il met l'accent bien plus sur les coopératives de consommation que sur les associations de production. L'école de Nîmes pense que ces associations de consommateurs sont capables de réaliser les capitaux nécessaires pour créer

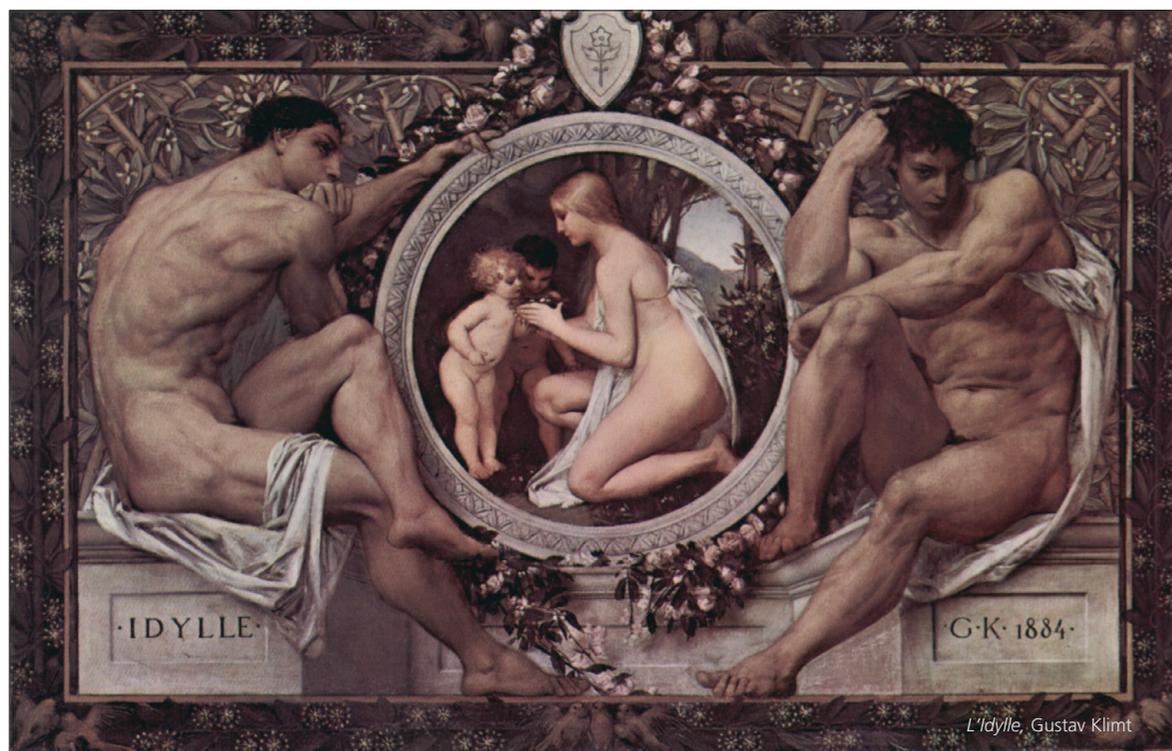
des sociétés ouvrières de production. Elle croit au système de participation des ouvriers aux bénéfices des entreprises car la part des travailleurs doit être capitalisée pour leur permettre de devenir copropriétaires de leur industrie, mais aussi de supporter leur part de perte, s'il y en a.

L'école de Nîmes souhaite, à travers la pratique de la coopération, améliorer les conditions de vie, mais aussi l'éducation économique du peuple afin de le rendre capable d'exercer des fonctions de direction économique et ainsi rapprocher les classes sociales. Au nom de la solidarité, elle imagine des structures d'entraide comme des caisses de prêt, les secours mutuels.

Ce mouvement coopérateur nîmois, inspiré par un protestantisme social et un socialisme réformiste, ne séduira pas la masse des habitants escomptée. Et, même si l'on dénombre en 1911 dans le Gard 58 coopératives de consommation (comme La Famille pour les agents du PLM), 15 coopératives de production (comme l'imprimerie La Laborieuse) et 13 coopératives agricoles, la guerre enterrera l'essor des coopératives gardoises.



(*) D'après Charles Gide, 1847-1932 de Marc Pénin et Les Sociétés coopératives de consommation de Charles Gide.



Quelles traces aujourd'hui ?

Ce qui est frappant d'abord, c'est l'idée intéressante de remettre au centre du processus économique la question de la consommation. En effet, aujourd'hui la crise capitaliste s'enlise dans des objectifs de croissance incompréhensibles et les défenseurs de la décroissance se fatiguent à nous expliquer les bienfaits d'une production raisonnée et écologique. Nous oublions sans doute que la production mondiale est nettement supérieure à la consommation; selon un rapport de 2011 préparé par la FAO, le tiers des aliments produits chaque année dans le monde pour la consommation humaine, soit environ 1,3 milliard de tonnes, est perdu ou gaspillé. Une étude publiée au Royaume-Uni en 2005 indique que le gaspillage a lieu tout au long de la chaîne de production : 30 % à 40 % des récoltes sont délaissées chaque année parce qu'elles ne correspondent pas aux caractéristiques exigées par les industriels ou les grandes surfaces; dans la transformation et la restauration rapide, environ un tiers de l'alimentation est perdu.

Malgré cela et à cause d'une répartition déloyale, une partie du monde se trouve dans une immense misère alors qu'un énorme gaspillage ne sert qu'à faire fructifier le monde de la finance. Dans le système capitaliste, le marché est défini par l'offre et la demande et nous voyons bien que c'est l'offre qui détermine la demande en fixant les prix et en définissant les besoins de chacun (publicité, monopole, mode, progrès technologiques, etc.). La demande devient de plus en plus accessoire pour faire fonctionner le marché, qui se contente de la spéculation pour être pérenne. L'école de Nîmes pose également la question de la production par la société de coopératives de consommation. Critiquée à l'époque par un bon nombre d'économistes qui avançaient qu'un non-professionnel ne pouvait comprendre le monde de l'entreprise ainsi que les

techniques industrielles, elle se justifiait en démontrant que les actionnaires non plus n'avaient pas de compétences. Elle souhaitait que la consommation structure la production et ainsi abolir le régime du profit. « On peut espérer qu'il y aura un jour une société dans laquelle le service rendu, la satisfaction des besoins seront des stimulants suffisants pour remplacer le profit. Mais il faut supposer pour cela une grande transformation non seulement économique, mais morale² », écrivait Charles Gide.

Ensuite, j'ai été touché par la volonté de l'école de Nîmes de défendre le juste prix des produits, de se préoccuper de ne faire payer au consommateur que le strict équivalent de la marchandise qu'il reçoit. Le prix doit être débarrassé de dividendes superflus, de la rente et de la plus-value. La coopérative de consommation cherchait, comme les groupements d'achats d'aujourd'hui, à s'entendre avec le ou les producteurs pour arriver, par des achats considérables, à faire profiter les coopérateurs des avantages des magasins de gros. C'est le principe qui lie directement le producteur au consommateur sans intermédiaire que l'on retrouve de nos jours dans les Amap (qui peuvent être considérées comme coopératives de production) ou dans les GAS (groupement d'achat solidaire). En se regroupant, les consommateurs ont la force d'achat susceptible de définir le prix juste d'un produit, alors que seuls, ils sont à la merci du mille-feuille capitaliste bourré d'intermédiaires qui gonflent inévitablement son prix. L'école de Nîmes avait compris que le système était biaisé : « La concurrence, voilà donc, pour les économistes, ce qui suffit pour assurer dans le monde économique le juste prix et sauvegarder les intérêts des consommateurs. Eh bien ! Nous n'y croyons pas à cette action efficace et suffisante. Il y a longtemps que les producteurs se sont entendus entre eux³. » Il est certain que l'école de Nîmes se distingue des idées libertaires (elle n'abolit pas la propriété, ni l'hérédité, ni l'épargne, ni le salariat,

et reste une doctrine sociale bourgeoise qui fustige l'élan révolutionnaire), mais elle a le mérite de mettre au cœur de la coopérative l'idée défendue par Proudhon qui écrivait : « L'utilité fonde la valeur; le travail en fixe le rapport; le prix est l'expression qui traduit ce rapport⁴. »

Enfin, pour terminer, il faut rendre hommage à la méthode employée dans l'élaboration de cette doctrine qui allie réflexion (société d'économie populaire) et mise en pratique immédiate (coopérative de consommation); de plus, la coopérative est fondée sur la base d'une réunion de sociétaires qui sont égaux en dépit des différences de classe, idéologiques et politiques; cela signifie un homme égale un vote (différence avec l'entreprise capitaliste dans laquelle le nombre de suffrages est proportionnel au nombre d'actions). L'égalité dans la décision, dans le pouvoir de choix, est ainsi préservée. Alors, pourquoi ne pas imaginer une nouvelle révolution sociale et économique dont la base serait le fédéralisme des communes (politique) construit autour et par des coopératives de consommation (économie) ? **P.**

1. Un phalanstère est un ensemble de bâtiments à usage communautaire qui se forme par la libre association et par l'accord affectueux de leurs membres.

2. « Leçon d'ouverture du cours sur l'histoire et la doctrine de la coopération au Collège de France, chaire nouvelle fondée par les Sociétés coopératives de consommation », *Revue d'économie politique*, 1922.

3. *Ibid.*

4. *Système des contradictions économiques* de Pierre Joseph Proudhon.

Conférence de Porto



Sur la place de Marquês, à l'ombre des grands platanes

UNE CONFÉRENCE LIBERTAIRE, organisée par les différents groupes présents au nord du pays, s'est tenue à Porto au Portugal. La Fédération anarchiste était invitée et s'est donc rendue sur place. Des groupes de toutes les régions du Portugal ont répondu à l'appel, Porto (nord), Coimbra (centre), Lisbonne, Setúbal, Almada (sud), étaient présents, ainsi que des représentants de groupes de Galice (Espagne). Le but de cette conférence était de faire un point sur la situation actuelle dans le monde et au Portugal et de tenter de créer convergence et dynamique entre les différents groupes. Comment s'organiser et lutter contre l'autoritarisme de l'État qui a fait allégeance à la troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne, FMI) et le capitalisme qui font des ravages dans les populations les plus pauvres de ce pays, comme en Espagne et en Grèce. La conférence a donc permis de conforter les points de vues des groupes et de souligner la nécessité de s'organiser, de mettre en place des outils communs de circulation et de diffusion d'informations. Ils ont également décidé de se revoir dans six mois pour une nouvelle conférence dans une autre ville, afin de faire le point sur l'avancée de leur projet. Ce n'est pas encore une fédération à proprement parler, mais ça y ressemble! En tout cas ils tentent de s'organiser et de mettre en commun leurs forces pour combattre tous les jours ce que nous essayons de combattre nous aussi : l'indifférence et la passivité du plus grand nombre. Souhaitons-leur la réussite.

Jean-Louis
Groupe Gaston-Leval
de la Fédération anarchiste

Unis au-delà de toutes les palabres !

SOUS LES COULEURS d'un automne estival, du 5 au 7 octobre 2012, s'est tenue la Conférence libertaire de Porto. Cette rencontre est venue combler le souhait de réunir de manière paisible et constructive les associations, groupes et individus de plusieurs régions environnantes qui revendiquent les principes libertaires et qui agissent dans le sein de la société avec des projets véritablement alternatifs.

Après un intervalle de huit années, pendant lesquelles chaque groupe et association a poursuivi ses activités, l'idée de nous retrouver a été bien accueillie, malgré des réserves dues à des expériences passées. Cette rencontre se déroula dans une ambiance cordiale et chaleureuse.

La conférence s'est structurée en deux grands moments : l'un public et un autre plus restreint.

Les activités ouvertes au public en général ont été réparties sur deux après-midi. Le vendredi, sur la place de Marquês, à l'ombre des grands platanes, avec diverses manifestations (musique et déclamation/lectures de textes), vente de livres et distribution de tracts et informations sur les activités des groupes et associations présents, a réuni des compagnons ainsi que quelques curieux cherchant à comprendre notre présence sur la place en ce jour férié de célébration de l'avènement de la République. Le dimanche, un débat public sur le thème « L'anarchie, aujourd'hui » a permis de rappeler nos grands principes et de les confronter avec les positions politiques des personnes qui ont participé aux discussions.

Après la fête libertaire de vendredi, une cinquantaine de personnes se sont regroupées autour d'un dîner convivial qui a permis de renforcer certains liens et en créer d'autres et a favorisé l'organisation en détail des travaux

prévus pour le lendemain. Le samedi matin a été consacré à des discussions de groupe sur divers thèmes¹. L'après-midi on s'est tourné vers deux grandes questions fondamentales : la situation actuelle du monde et de la région portugaise et le mouvement libertaire portugais. En conclusion des travaux, plusieurs propositions ont vu le jour sous le signe d'un désir de partage de savoirs et d'expériences, la création d'instruments (site, publication, forum, listes) qui, tout en maintenant la particularité de chaque groupe, collectif ou association, permette des actions communes et l'établissement d'une communication effective entre toutes et tous ainsi que des rencontres plus fréquentes.

En dépit de tous les petites failles de l'organisation de cette rencontre, le résultat final est prometteur. Car, si l'enthousiasme sous-jacent reste prudent, les liens établis lors de cette première conférence libertaire de Porto ont renforcé de multiples liens en les revêtant d'un caractère unificateur.

Comité organisateur de la conférence

1. La situation politique actuelle et la répression en Grèce/Le réseau anarchiste international de traduction Contra Info/L'anarchosyndicalisme et l'intervention ouvrière/L'importance de la rencontre internationale de Saint-Imier (2012) / Le 1^{er} Mai antiautoritaire et anticapitaliste à Setúbal/Les campagnes anti-électorales/Archive et bibliothèque libertaire/Techniques de sérigraphie, affiches, muraux/Présentation du projet Liberada.net
Pour en savoir plus : cl12@portolivre.net

Israël, la guerre et la philosophe

Toute bonne guerre se doit d'être précédée d'une offensive de propagande hystérique. Cette fois, c'est Judith Butler, mondialement connue pour ses travaux sur le genre, qui en fait les frais.

Pierre Sommermeyer

À **PLUSIEURS** reprises, nous avons signalé que, face aux impasses tant économiques que politiques accumulées au cours des dernières années par le pouvoir israélien, la guerre semblait être une issue désirée, probable, possible. Mais toute bonne guerre se doit d'être précédée d'une offensive de propagande hystérique. Cette fois, c'est une philosophe mondialement connue pour ses travaux sur le genre qui vient d'en faire les frais lors de la remise, en Allemagne, d'un prix couronnant ses travaux. La presse française est restée fort silencieuse à ce sujet. Si Mediapart s'est contenté de reproduire la traduction du texte écrit en réponse par cette philosophe, Judith Butler, aux accusations d'antisémitisme portées contre elle, il faut aller sur le site legrandsoir.info pour avoir la totalité des informations à ce sujet. Il est à noter que la traductrice, Élisabeth Trocmé, est parente d'un Juste parmi les nations, un de ceux qui pendant l'Occupation cachèrent des milliers de Juifs sur le plateau cévenol.

Le prix Adorno et la philosophe

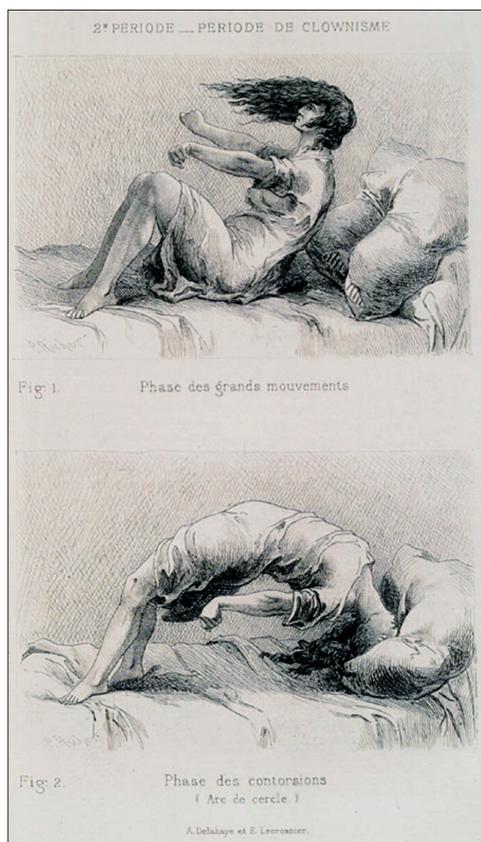
Ce prix est décerné par la ville de Francfort-sur-le-Main en mémoire du philosophe Theodor W. Adorno (1903-1969). Ce dernier dut fuir le nazisme, son père étant juif, et se réfugia aux États-Unis. Comme Horkheimer, Benjamin, Marcuse, il fit partie du courant intellectuel connu sous le nom d'école de Francfort, dont le projet était, dans les années 1920-1930, de réaliser une critique des sciences sociales. Adorno a beaucoup travaillé sur la musique d'avant-garde, aussi bien Schönberg que le jazz. Attribué tous les trois ans, le 11 septembre, ce prix récompense des contributions jugées exceptionnelles dans les domaines de la philosophie comme de la musique. Parmi les récipiendaires, on trouve aussi bien des sociologues comme Norbert Elias ou Bauman qu'un musicien comme Boulez ou un cinéaste comme Godard.

Pour notre compagne Heloisa Castellanos, corédactrice du numéro de *Réfractations* sur le féminisme, « Judith Butler, depuis la publication de son livre *Trouble dans le genre*, est devenue la référence obligée, bien qu'elle n'ait pas été la première à formuler une théorie sur le genre ». Elle ajoute : « Les premières recherches sur le genre datent des années 1940, puis en 1968 Robert Stoller, psychiatre et psychanalyste nord-américain, utilise le terme dans ses recherches cliniques sur les problèmes posés par le transsexualisme, essayant de comprendre l'écart entre l'identité sexuelle fondée sur des critères anatomiques et biologiques et l'identité subjective. Judith Butler, philosophe, féministe, est considérée comme LA théoricienne du genre (traduction en français du terme anglais *gender*), du pouvoir et du corps ; sa théorisation s'appuie sur ce qui est appelé la *French Theory*, à savoir la pensée postmoderne française et notamment Foucault, Derrida et Lacan. »

Heloisa termine en posant cette question : « Qu'est-ce que le genre ? Il peut être défini comme le sexe social. C'est une construction historique et sociale du sexe dans un système à deux termes, masculin et féminin. À son tour, la théorie queer critique le découpage binaire hétéro/homo, genre masculin/gener féminin et soutient l'existence d'un continuum des genres, du féminin au masculin, en passant par un entre-deux. » Ce sont ces travaux qui ont donc valu à Judith Butler de recevoir ce prix.

Une philosophe juive et antisémite ?

À l'occasion de cette remise, une vague d'accusations hystériques fit irruption sur la scène médiatique. Judith Butler fut accusée de « dépravation morale » par le secrétaire général du Conseil central des Juifs allemands, Stephan J. Kramer. Comme cela ne suffisait pas, il rajouta qu'elle « détestait Israël ». Un site web, *Alyaexpress News*, accuse Butler de soutenir des groupes terroristes arabes. Un commentaire, lié à cet article, avance que « les Européens restent ce qu'ils sont : des antisémites pathologiques qui avancent masqués ». Beaucoup



d'interventions signalent que la philosophe américaine soutient la campagne de boycott contre Israël. BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions) se veut être, selon son intitulé, une «réponse citoyenne et non violente à l'impunité d'Israël». Différents articles parus dans le *Jerusalem Post* l'accusent de soutenir la comparaison Israël = nazi. Des soutiens de l'intérieur se sont pourtant fait jour, comme celui du professeur Neve Gordon, un partisan du BDS de l'université Ben Gourion du Néguev à Beer Sheva. Ce dernier a écrit : «La chasse aux sorcières contre Judith Butler, bien orchestrée, est une tentative sournoise – basée sur des demi-vérités et des mensonges – pour faire taire une critique ardente de la politique abusive d'Israël concernant les droits politiques dans les territoires occupés.» Au fond, qu'en est-il de l'antisémitisme de Judith Butler, de son soutien au Hamas et au Hezbollah et de la négation, selon ces critiques, de sa propre judéité? Eh oui, car en plus elle est juive!



Il est absurde et pénible que l'on puisse prétendre que ceux qui formulent une critique envers l'État d'Israël sont antisémites

La réponse de Judith Butler

Dans ce texte publié de façon quasi confidentielle, la philosophe explique les origines de son engagement pour la justice.

«J'ai reçu une éducation juive au temple à Cleveland, dans l'Ohio, sous la tutelle du rabbin Daniel Silver, où j'ai développé de solides fondements éthiques sur la base de la pensée philosophique juive. J'ai appris que nous sommes appelés, par d'autres et par nous-mêmes, à répondre à la souffrance et à réclamer, à œuvrer afin qu'elle soit soulagée. Mais pour ce faire, nous devons entendre l'appel, trouver les ressources permettant d'y répondre, et parfois subir les conséquences d'avoir parlé comme nous le faisons. On m'a enseigné à chaque étape de mon éducation juive qu'il n'est pas acceptable de rester silencieux face à l'injustice.»

Accusée d'antisémitisme, parce que critiquant Israël, voici ce qu'elle répond : «Il est faux, absurde et pénible que quiconque puisse prétendre que ceux qui formulent une critique envers l'État d'Israël sont antisémites ou, si Juifs, victimes de la haine de soi. De telles accusations cherchent à diaboliser la personne qui articule un point de vue critique et à disqualifier ainsi à l'avance son point de vue.

« Cette tactique pour faire taire cette personne est inqualifiable, innommable. Tout ce qu'elle dira doit être rejeté à l'avance ou perverti de telle façon que la validité de sa parole soit niée. Une telle attitude se refuse à considérer, à examiner le point de vue exposé, se refuse à débattre de sa validité, à tenir compte des preuves apportées, et à en tirer une conclusion solide sur les bases de l'écoute et du raisonnement. De telles accusations ne sont pas seulement une attaque contre les personnes qui ont des opinions inacceptables aux yeux de certains, mais c'est une attaque contre l'échange raisonnable, sur la possibilité même d'écouter et de parler dans un contexte où l'on pourrait effectivement envisager ce que l'autre a à dire. [...] C'est ce qui arrive à beaucoup de gens qui émettent un point de vue critiquant Israël – ils sont stigmatisés comme antisémites ou même comme collaborateurs nazis; ces

formes d'accusation visent à établir les formes les plus durables et les plus toxiques de la stigmatisation et de diabolisation. [...] Quand un groupe de Juifs qualifie un autre groupe de Juifs d'"antisémitisme", il tente de monopoliser le droit de parler au nom des Juifs.»

Accusée de manquer de solidarité par rapport à l'État d'Israël voici ce qu'elle dit : «Aux États-Unis, j'ai été alarmée par le nombre de Juifs qui, consternés par la politique israélienne, y compris l'occupation, les pratiques de détention à durée indéterminée, le bombardement des populations civiles dans la bande de Gaza, cherchent à désavouer leur judéité. Ils font l'erreur de croire que l'État juif d'Israël représente la judéité de notre époque, et que s'identifier comme juif signifie un soutien inconditionnel à Israël.»

Accusée d'être inféodée au Hamas et au Hezbollah, Butler répond très clairement que c'est faux : «Mes propos sur le Hamas et le Hezbollah ont été sortis de leur contexte et gravement déformés, portant atteinte à l'intégrité de mon opinion ouvertement exprimée et toujours d'actualité. J'ai toujours été en faveur de l'action politique non violente, principe auquel je n'ai jamais dérogé. Il y a quelques années, une personne, dans un auditoire universitaire, m'a demandé si je pensais que le Hamas et le Hezbollah appartenaient à "la gauche mondiale" et j'ai répondu sur deux points :

« – Ces organisations politiques se définissent comme anti-impérialiste, et l'anti-impérialisme étant une des caractéristiques de la gauche mondiale, on peut alors, sur cette base, les décrire comme faisant partie de la gauche mondiale.

« – Comme avec n'importe quel groupe de gauche, il faut décider si l'on est pour ou contre ce groupe, et il faut alors évaluer de façon critique leurs positions.

« Je n'accepte pas ou n'approuve pas tous les groupes de la gauche mondiale. Ces remarques ont été faites à la suite de la conférence que je donnais ce soir-là, qui soulignait l'importance du deuil public (collectif) et des pratiques politiques de la non-violence, principes que j'élabore et défends dans trois de mes livres récents : *Vie précaire*, *Systèmes de guerre* et *Chemins divergents*. La non-violence n'est pas un état pacifique, mais un combat social et politique destiné à rendre la rage articulable et efficace – c'est un "fuck you" soigneusement élaboré.» Elle ajoute : «Je ne cautionne pas les pratiques de résistance violente, tout comme je ne cautionne pas la violence d'État, je ne peux pas, et ce à aucun moment.»

Comment Judith Butler manifeste-t-elle sa solidarité avec ceux qui souffrent : «L'une des raisons pour lesquelles je soutiens le BDS est que le BDS est le plus grand mouvement civique politique non violent, visant à établir l'égalité et les droits à l'autodétermination pour les Palestiniens. Je suis membre du conseil consultatif du Jewish Voice for Peace, membre de la synagogue Kehillah à Oakland, en Californie, et membre exécutif de la Faculté pour la paix israélo-palestinienne aux États-Unis et du théâtre de Jénine en Palestine.»

À une époque où il semble que les intellectuels engagés aient disparu, en voilà une qui prend des risques.

P.S.

hélàs

Robert Faurisson

a existé



Une très récente biographie de Faurisson vient éclairer le parcours de ce négationniste et les complicités institutionnelles dont il a bénéficié.

Jérôme Segal

LE 18 OCTOBRE DERNIER, la Cour de cassation a rejeté le pourvoi de «l'humoriste» Dieudonné M'bala M'bala qui avait été condamné en première instance à 10 000 euros d'amende pour avoir fait remettre à Robert Faurisson, par un homme déguisé en déporté sur la scène du Zénith, fin 2008, un prix de «l'infréquentabilité». Robert Faurisson (né en 1929) est sans doute le négationniste le plus célèbre en France. Une biographie¹ récemment parue, rédigée par Valérie Igounet, permet de prendre un peu de recul sur le sujet et de comprendre de quelles complicités a pu bénéficier ce négationniste.

Le terme «négationniste» a été introduit en 1987 par Henry Rousso pour qualifier ceux qui nient les faits attestant la réalité des génocides, et en particulier du génocide juif (souvent dénommé «Shoah» malgré les restrictions d'usage qui devraient s'imposer²). Les négationnistes se nomment eux-mêmes «révisionnistes», dans l'idée qu'il est bon d'exercer un regard critique sur l'historiographie et «revoir» certains chapitres.

L'intérêt majeur du livre de Valérie Igounet est qu'il est écrit à partir de sources très diverses, qu'il s'agisse des écrits négationnistes, d'archives privées, d'archives publiques mais aussi de très nombreux entretiens. Ces sources lui permettent de replacer

Faurisson dans les cinq âges qu'elle définit pour le négationnisme: le premier âge, de 1948 à 1967, marqué par les écrits fondateurs et leur réception, notamment par Faurisson; le deuxième âge, qui débute avec la guerre des Six Jours et se caractérise par une orientation à la fois antisémite et anticommuniste du négationnisme; le troisième âge, à partir de 1978, qui offre un rôle de premier plan à Faurisson, notamment grâce à ses procès; le quatrième âge, dès le milieu des années 1980, marqué par le développement de liens avec ce que l'auteure qualifie d'extrême gauche (p. 28, on aimerait connaître les nuances entre cette «extrême gauche» et les organisations relevant à la page suivante de «l'ultra-gauche»); enfin le cinquième âge, débutant avec le XXI^e siècle, consacrant l'essor du négationnisme iranien.

Au bout des 400 pages, ayant passé en revue des chapitres importants de l'histoire de la France d'après-guerre à travers le prisme de la vie d'un homme, le lecteur aura pu saisir comment est né le mensonge sur le fonctionnement des chambres à gaz (véritable spécialité de Faurisson), en quoi cette obsession est particulièrement dangereuse pour la société et surtout comment, aux différentes époques et selon les contextes, ce venin a pu être distillé à grande échelle.

Valérie Igounet, Robert Faurisson, portrait d'un négationniste, Denoël éd.

Un homme singulier

Sur le plan professionnel, Robert Faurisson est d'abord un littéraire : il rédige en 1951 une maîtrise sur « La psychologie dans les romans de Marivaux » et commence aussitôt sa carrière d'enseignant, d'abord comme maître auxiliaire de français et de latin en région parisienne avant de passer deux années dans le Puy-de-Dôme et en Charente-Maritime. Une fois agrégé, c'est à Vichy, à partir de 1957, qu'il démarre vraiment sa carrière, appréciant de se retrouver dans la ville d'où sa femme est originaire. Valérie Igounet a obtenu de nombreux témoignages d'anciens élèves de cette période et c'est le qualificatif « bizarre » qui revient le plus souvent dans la bouche des témoins pour qualifier cet enseignant. Il est décrit comme étant élitiste, cassant pour les uns et présentant des qualités pédagogiques indéniables pour les autres. Certains élèves s'étonnent, déjà, de ses réserves sur la véracité du journal d'Anne Frank.

Parallèlement à son enseignement, il poursuit ses études et obtient en 1972 un doctorat d'État intitulé *La Bouffonnerie de Lautréamont*. La soutenance, d'une durée exceptionnelle de six heures, lui permet de se faire remarquer. Il organise un véritable spectacle de rhétorique et dès lors on note chez lui une réelle propension à se mettre en scène. Après les planches de l'amphithéâtre de la Sorbonne, c'est dans les prétoires que l'homme trouve des scènes appropriées. Extrêmement procédurier, il cherche toujours à obtenir des droits de réponse dans les journaux et multiplie les dépôts de plainte quand ce n'est pas lui qui en fait l'objet. Ainsi, alors qu'il est devenu maître de conférences à l'université Lyon II (nommé par le ministère contre les préférences

exprimées par l'université dans le classement des candidatures!), il attaque son université car en 1974 il n'est pas promu comme il l'espérait au rang de professeur. La procédure ira jusqu'au Conseil d'État en 1977, et dans cette période Faurisson se fait connaître pour ses positions relatives à la nature des chambres à gaz dans les camps de concentration ou d'extermination. Ainsi, lors de ses nombreux entretiens avec le président de l'université Lyon II, Maurice Bernadet, Faurisson apporte régulièrement des écrits niant l'existence ou le fonctionnement des chambres à gaz. En janvier 1976, il lui adresse une note de deux pages intitulée « Bibliographie sur le problème des chambres à gaz. Ont-elles, oui ou non, vraiment existé ? ».

En même temps, Faurisson est difficile à cerner sur le plan politique. Il s'affiche avec des personnes de l'extrême droite mais dans ses échanges avec l'administration il mentionne toujours l'ancienneté de son adhésion à un syndicat marqué à gauche (le Snes dans le secondaire, puis le SneSup!). Ses écrits se veulent des interprétations révolutionnaires de différents auteurs, notamment Rimbaud, Gérard de Nerval ou Lautréamont, et il ne cache pas son admiration pour Céline. Il développe une méthode qu'il qualifie lui-même de méthode « au ras des pâquerettes », reposant sur une décontextualisation des œuvres, une attitude hypercritique mais aussi des occultations. C'est selon cette démarche, par un transfert de méthode, qu'il entend aborder une période bien particulière de l'histoire : les exterminations dans les chambres à gaz nazies.

Arguant du fait que, après-guerre, des chambres à gaz avaient été reconstruites à

Auschwitz avec quelques inexactitudes, il entreprend de rassembler une large documentation. Il connaît à deux reprises un succès international, d'abord auprès des négationnistes étasuniens de l'Institute for Historical Review, à la fin des années 1970 – institut qu'un Noam Chomsky ne dédaignera pas honorer d'une conférence sur « La crise du Moyen-Orient et la menace de la guerre nucléaire » en 1985 – puis, dans les années 2000, en servant le négationnisme d'État en Iran et plus généralement dans le monde arabe, de façon plus ou moins diffuse.

Des influences et des complicités

Bien entendu, là encore, on ne naît pas négationniste, on le devient, et en l'occurrence Faurisson a été influencé de manière décisive par les écrits de Maurice Bardèche (1907-1998) – ouvertement fasciste –, qui publie en 1948 *Nuremberg ou la Terre promise*, ainsi que par ceux de Paul Rassinier (1906-1967) qui se fait connaître avec *Passage de la ligne* ou *L'Expérience vécue* suivi de son livre le plus cité, *Le Mensonge d'Ulysse*, en 1950. Le jeune Robert Faurisson achète le livre de l'admirateur de l'Allemagne nazie dès sa sortie, au marché noir (il était interdit de vente), et vouera ensuite une grande admiration à l'autre auteur, Paul Rassinier, ce qui l'amènera à lui écrire en 1964 (le décès prématuré de ce « maître à penser » limitera les échanges). Le lecteur ne sera pas surpris de lire qu'en outre, parmi ses écrivains de prédilection, Céline joue un rôle particulier. « Le négationniste s'est nourri de Céline », écrit Igounet.

Dans son dossier de candidature pour le poste de maître de conférences à Lyon, en littérature du xx^e siècle, en 1973, Faurisson annonce vouloir travailler sur l'auteur des célèbres pamphlets antisémites et précise en outre qu'il mènera une enquête sur « la "Résistance" et "l'Épuration" dans quelques communes du Confolentais (en Charente) » (p. 139). Plus tard, dans tous ses dossiers de demande d'avancement, il rappellera les titres de ses cours, notamment, en maîtrise, « Le Journal d'Anne Frank est-il authentique ? ». Igounet est formelle, « à partir de 1976, l'université connaît clairement les thèmes des travaux du négationniste ». Comment le directeur de l'UFR et le président de l'université ont-ils pu tolérer de tels titres de cours ?

Encore en 1978, lors d'un colloque intitulé « Églises et chrétiens de France dans la Seconde Guerre mondiale », où Faurisson n'est qu'une personne parmi d'autres dans le public, on le laisse utiliser un enregistrement sur « l'inexistence des chambres à gaz » qu'il diffuse par haut-parleur. L'affaire est couverte par le président de l'université Lyon II et, après quelques vagues hésitations, aucun conseil de discipline n'est réuni.

La même année, ce sont deux quotidiens, *Le Matin de Paris* puis *Le Monde*, qui lui



offrent une tribune, puis Europe 1, deux ans plus tard.

Ses cours à Lyon font l'objet de manifestations et rapidement, par souci d'apaisement, l'université prie l'enseignant-chercheur de ne plus assurer ses cours. Pendant dix-sept ans, soit jusqu'à sa retraite en 1995, Faurisson perçoit son traitement, il est payé par la République, alors qu'il est dégagé de toute obligation!

À côté de ces complicités que l'on pourrait qualifier de « structurelles », dues au statut des enseignants-chercheurs et au peu de courage d'un président d'université ou d'un secrétaire d'État aux universités, le négationniste a aussi bénéficié de complicités au sein d'un large réseau que le livre de Valérie Igounet permet de mieux comprendre.

Dans la famille « Néga », je voudrais...

L'éditeur : c'est incontestablement Pierre Guillaume, dont le nom restera associé à sa librairie et sa maison d'édition, La Vieille Taupe. Robert Faurisson publiera ainsi en 1980, avec Serge Thion (chercheur au CNRS jusqu'en l'an 2000!), un livre de référence pour les négationnistes, *Vérité historique ou vérité politique? Le dossier de l'affaire Faurisson*. La question des chambres à gaz, livre paru « avec la participation et sous la responsabilité » de plusieurs personnes, dont Jean-Gabriel Cohn-Bendit (le frère de Daniel) et Gábor Tamás Rittersporn.

Le repenti : Jean-Claude Pressac sert d'abord les thèses de Faurisson, copiant et analysant pour lui de très nombreux dossiers au musée d'Auschwitz... avant de se rendre compte que ces thèses ne tiennent pas. Il rompt avec le négationnisme en 1981 et se rapproche alors de Pierre Vidal-Naquet et de Serge Klarsfeld, publiant une histoire technique des chambres à gaz censée répondre de façon définitive aux élucubrations négationnistes.

Le suiveur : Henri Roques contacte Faurisson suite aux articles parus dans *Le Monde* en 1979. Déjà retraité, il soutient à l'âge de soixante-cinq ans, en 1985, une thèse négationniste avec un jury complaisant, à l'université de Nantes.

Le fils spirituel : bien plus jeune qu'Henri Roques, Jean Plantin (né en 1966) reprend le flambeau du négationnisme à Lyon, à la fin des années 1990. Il bénéficie de la grande légèreté avec laquelle les mémoires de maîtrise et de DEA sont dirigés et soutient en 1990 un mémoire de maîtrise sur Rassinier (on y lit p. 76 : « Au total, le nombre de Juifs morts pendant la guerre se situe entre 1 million et 1,5 million au maximum. » Résultat : mention Très bien!), puis l'année suivante un DEA sur « Les épidémies de typhus exanthématique dans les camps de concentration nazis », thème très faurissonien accréditant l'idée selon laquelle si des Juifs sont morts, ce n'est qu'à cause du typhus.

Le martyr : c'est un autre jeune homme qui suit Faurisson, Vincent Reynouard.



Ouvertement nazi (Valérie Igounet rapporte ces propos de Reynouard : « Vous me traitez de néonazi. Moi je dis pourquoi néo ? »).

La sœur : Yonne Schleiter est la sœur de Faurisson. Personne en apparence effacée, elle gère un carnet d'adresses bien rempli et sert de véritable balise Argos aux principaux négationnistes.

Le pivot : Ahmed Rami (né en 1946) est un ancien militaire marocain bénéficiant du statut de réfugié en Suède. C'est lui qui introduit Faurisson dans ce pays et lui donne, de là, un accès au monde arabo-islamique.

Le challenger : Roger Garaudy (1913-2012) est sans doute aussi connu que Robert Faurisson, notamment suite au soutien que lui a apporté l'abbé Pierre. Dans les années 1990, c'est lui qui porte l'étendard négationniste, ce qui déplaît à Faurisson.

L'ouvreur : Paul-Éric Blanrue (né en 1967) est passé de la critique des pseudosciences à la critique de l'existence des chambres à gaz. C'est lui qui introduit Faurisson auprès de Dieudonné M'bala M'bala³.

Le « comique » : c'est bien ce dernier, qui offre une tribune inespérée à Faurisson, au Zénith de Paris, le 26 décembre 2008. Les deux hommes sont depuis très liés et participent avec quelques autres au soutien du négationnisme d'État caractérisant le régime iranien.

Au milieu de tous ces personnages, Robert Faurisson serait sans doute l'équivalent du valet de pique, pour rester dans la métaphore du jeu de cartes. La biographie de Valérie Igounet permet de mieux saisir les orientations actuelles du négationnisme : la collusion avec Dieudonné et quelques mouvements pro-Palestiniens avant tout Anti-Israéliens (souvent liés au gouvernement iranien). Plus généralement, ce livre devrait devenir un ouvrage de référence dans la lutte contre ceux que Pierre Vidal-Naquet appelait « les assassins de la mémoire ».

J. S.

1. Valérie Igounet, Robert Faurisson. Portrait d'un négationniste, Denoël, 2012.

2. L'auteur fait notamment référence à Henri Meschonnic, « Pour en finir avec le mot "Shoah" », *Le Monde*, 20-21 février 2005. Voir aussi la note de l'article de Marc Silberstein, « Blasphémator, le retour », *Le Monde libertaire*, n°1591, 15-21 avril 2010, note 3. (NDLR.)

3. Voir « Procès Dieudonné-Faurisson : la Cour des Miracles négationnistes! », *Reflexes*, 30 septembre 2009 (<http://reflexes.samizdat.net/spip.php?article444>). (NDLR.)

Ermo

À travers la vie quotidienne d'une troupe de cirque, Bruno Loth évoque en bande dessinée la révolution espagnole de 1936

Parmi les lecteurs et lectrices du Monde libertaire fans du neuvième art, certains auront sans doute déjà croisé Bruno Loth lors d'un festival de BD... Et connaissent peut-être Ermo, qui en est aujourd'hui à son sixième épisode, intitulé *Mort à Madrid*. Depuis six ans, et chaque année, Bruno Loth réalise un tome de cette BD évoquant la guerre d'Espagne. Elle circule de festival en festival, très peu dans les rayons des libraires, et pour cause, c'est sa propre maisonnette d'édition qui la produit, sans distributeur ni diffuseur, un abri de jardin d'édition au nom évocateur de Libre d'images. Pour ma part, j'ai récemment rencontré Bruno à Poitiers, où j'ai découvert son œuvre.



Avec le tome 1, nous découvrons les personnages, dont Ermo, un jeune garçon qui part du sud de l'Espagne avec un petit cirque et le magicien Sidi. L'histoire débute quelques jours avant le déclenchement de la guerre civile : la phalange et les militaires s'organisent pour se débarrasser des syndicalistes du port... À partir du tome 2, Ermo se retrouve dans le sillage de la colonne Durruti, de Barcelone à Saragosse. Le lecteur vit avec lui le quotidien des anarchistes catalans et aragonais de 1936. La libération du joug de l'Église et de l'armée, la collectivisation des usines et des terres et le communisme libertaire y sont abordés, ainsi que l'émancipation des femmes à travers le mouvement *Mujeres Libres*. On voit aussi les stalinien tirer les ficelles pour anéantir les réalisations libertaires en Espagne ; les communistes ibériques sont eux-mêmes manipulés par les services secrets soviétiques. C'est enfin le départ de Buenaventura Durruti et de sa colonne pour Madrid, où il trouvera la mort le 20 novembre 1936.

Si la part d'histoire est scrupuleusement retranscrite, ce n'est pas tant une BD historique que le roman touchant de la vie quotidienne d'une troupe de cirque et, peu à peu, de l'engagement personnel des protagonistes. On s'identifie très vite à Ermo, cet enfant naïf et plein d'espoir, perdu dans la guerre qui, selon l'auteur lui-même, pourrait bien « symboliser le peuple espagnol de l'époque ». Le dernier tome montre son errance mentale, son désarroi face à la folie incompréhensible des adultes. C'est aussi une BD à fort caractère graphique, aux couleurs noire et rouge, comme le drapeau anarcho-syndicaliste. Au style particulier et attachant, tour à tour tendre et triste. Elle commence comme une simple fable pour

enfants et tourne au polar politique très documenté. On ressent, tome après tome, la volonté de l'auteur de rétablir et d'honorer la mémoire oubliée des anarchistes en Espagne. Sans flonflons ni trompettes, juste avec délicatesse et humanité¹.

Sur la révolution libertaire espagnole

Elle fut largement inspirée par la pensée de Bakounine, au sein de la CNT-FAI qui, en 1936 était le syndicat qui regroupait le plus de militants, un million et demi. Ce sont donc les anarchistes, les plus nombreux dans la rue, qui s'opposent aux militaires et font capoter le coup d'État fasciste. L'élan du peuple et la révolution sociale seront stoppés par la militarisation fin 1936-début 1937, et par l'acharnement des stalinien contre les avancées des anarchistes. Le Parti communiste ibérique, assez petit au début de la guerre, grossit rapidement. Lister, commandant communiste, sera envoyé en Aragon pour détruire les collectivités paysannes et rendre les terres aux anciens propriétaires. Cette contre-révolution signera la mort du camp républicain qui, à partir de ce moment, ira de défaite en défaite. Pour être juste, il faut aussi attribuer une part



L'agenda 2013 des éditions du Monde libertaire est arrivé.
 Disponible au prix de 7 euros à la librairie
 du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris,
 librairie-publico.com

de responsabilité aux dirigeants anarchistes qui ont accepté quatre postes de ministres au sein du gouvernement de Madrid, ce qui divisa leur base. Contre les communistes (et les ministres CNT), et comme d'autres militants anarchistes, Durruti avait la certitude que le peuple en lutte aurait pu venir à bout d'une armée de mercenaires. Mais sa colonne souffre du manque d'armes et de munitions, dont le gouvernement républicain prive les combattants anarchistes, malgré leurs premiers succès. Durruti pensait que la libération de Saragosse aurait coupé l'armée franquiste en deux et souhaitait y concentrer toutes ses forces. Un conseiller militaire l'en empêcha. Il avait également envisagé un soulèvement des masses ouvrières au Portugal, qui aurait privé les fascistes d'une base arrière. Enfin, il était pour retourner les forces des Marocains engagés dans la croisade catholique par Franco, en proclamant l'indépendance du Maroc. Mais le gouvernement républicain veut l'éloigner du front d'Aragon, et l'envoie dans Madrid assiégé par les franquistes. Sa mort à Madrid est un acte de plus dans la tragédie espagnole.

Juanito

Groupe Pavillon Noir
 de la Fédération anarchiste

1. Du même auteur, on découvrira avec émotion l'histoire de son père, Jacques, à travers les albums *Apprenti* (2010) et sa suite, *Ouvrier* (2012). Pour plus de renseignement, voir le site de l'auteur, www.libredimages.fr

Cinéma

Rencontre avec l'écureuil

« Cet homme n'est pas un monstre, même s'il a commis des crimes monstrueux. »

Werner Herzog

DEATH ROW, LE COULOIR DE LA MORT, est une commande de la télévision nord-américaine que Werner Herzog a obtenu de haute lutte. Cette série de quatre fois quarante-sept minutes a été coproduite avec des chaînes nord-américaines assez efficaces pour obtenir l'autorisation de tourner dans le couloir de la mort où les condamnés attendent leur exécution. Cette série a été montrée dans le cadre de la 62^e Berlinale dans la « section spéciale ».

Pendant quatre fois quarante-sept minutes on suit la caméra et l'ingénieur du son dans le couloir de la mort d'une prison de haute sécurité du Texas. Cette prison est installée au milieu de nulle part, surveillée comme une forteresse, difficile d'accès. Une introduction méthodique par Herzog, dont la voix domine le film, nous rappelle que 44 États américains n'ont pas encore aboli la peine de mort, que 14 seulement l'appliquent. La chaise électrique a été remplacée par l'injection létale.

Les règles des entretiens étaient fixées d'avance : dix minutes pour installer le dispositif technique ; cinquante minutes pour parler au détenu. Donc Herzog s'est dit : « Pas question de perdre une de ces précieuses minutes, pas question de laisser parler, il faut que je lui donne envie de me parler et cela tout de suite. » De plus, le détenu ne communique pas directement avec le réalisateur : une vitre blindée, des barreaux solides, les séparent. Chacun porte des écouteurs et parle dans un micro en présence de caméras de surveillance et ils sont sous la garde de surveillants toujours physiquement impressionnants.

Herzog fait précéder ses entretiens d'une déclaration qu'il répète au début de chaque film : « Je suis contre la peine de mort, mais, en tant qu'Allemand invité sur votre territoire, je n'ai pas à émettre des jugements sur votre justice. » Puis, à l'adresse des condamnés, il ajoute : « Ça ne veut pas dire que je dois vous aimer. » Une déclaration qui est en général accueillie avec un signe d'acquiescement de la tête.

Mais il y a aussi des entretiens où cette entrée en matière très directe déclenche hilarité et sympathie. Le cas de Hank Skinner est

révélateur de cette connivence entre le questionneur et le questionné qui se crée malgré tout. Hank Skinner était déjà attaché et prêt à recevoir son injection mortelle. À la dernière minute, son exécution fut ajournée. Il avait toujours clamé son innocence.

Herzog s'est particulièrement attaché à son cas. Ce cinéaste des extrêmes veut tout savoir : quels sentiments, quelles sensations, quelles questions, traversent votre esprit quand vous savez que c'est la dernière fois que vous pouvez réfléchir sur la vie ? Mais il a aussi d'autres questions en réserve : « Depuis combien de temps n'avez-vous pas senti la pluie sur votre peau ? »

La plus belle question, il la posa à l'aumônier de la prison, qui avait assisté plus de 140 condamnés pendant leur exécution et qui lui parlait du bon Dieu, de la splendeur de la Création, et avouait le rencontrer parfois pendant ses promenades sous forme d'un écureuil. « Parlez-moi de la rencontre avec l'écureuil ! » lui demanda Herzog. Et le brave homme n'est plus en état de parler. Il fond en larmes et avoue, quoi que cela lui coûte, qu'il n'est plus capable d'assumer ce travail, qu'il ne sait plus quoi leur dire. Mission impossible. Mais cela n'est pas dans le film, c'est Herzog qui nous l'a raconté au cours du débat après la projection en concluant : « Il n'y a qu'au Texas que vous trouverez des hommes comme ça ! » Il fait allusion à un journaliste, un avocat, à certaines personnes courageuses et, évidemment, à cet aumônier.

Un autre aspect de ces films inclassables est l'investigation adroitement menée par Herzog qui crée chez le spectateur l'envie de lutter contre la peine de mort et de se révolter face à cette sinistre « justice ». Son monteur et lui ont dû admettre que, avec ce genre de film, on ne peut pas rester une journée entière enfermé dans une salle de montage. Ils ont écourté leur travail et se sont remis à fumer.

Document implacable : il n'y a rien à ajouter, rien à jeter.

Heike Hurst

Bibliothèque **La Rue**

par les livres, pour les livres... et l'anarchie

LA BIBLIOTHÈQUE LA RUE, située au numéro 10 de la rue Robert-Planquette dans le 18^e arrondissement de Paris – adresse qui parlera sûrement à quelques-uns puisque le local, avant d'abriter la bibliothèque, fut le «repaire» du premier studio de Radio libertaire, et qu'il est actuellement le lieu d'attache d'autres groupes de notre fédération –, va fermer ses portes, en décembre 2012, après quatorze ans d'existence.

Quatorze années de lectures, de débats, de discussions cristallisées dans les rencontres mensuelles des samedis après-midi organisées autour d'un livre ou d'un écrivain, artiste ou militant anarchiste (à tous un grand merci); mais aussi quatorze ans

d'amitiés qu'il serait difficile de condenser en quelques lignes.

Une fréquentation en baisse régulière aussi bien des auditeurs de nos rencontres du samedi que des simples lecteurs, un certain essoufflement de notre petite équipe, nous obligent à prendre du recul et à déclarer forfait.

Nous lançons donc ici une bouteille à la mer, un appel à reprise de l'activité Bibliothèque car, au-delà du groupe, il reste les livres, c'est-à-dire une certaine mémoire du mouvement libertaire (la Bibliothèque renferme en effet quelques trésors tels une édition originale de l'Encyclopédie anarchiste pour n'en citer qu'un), mais aussi une forme d'interrogation et de relation au monde

particulière puisqu'elle permet la transmission et l'échange d'idées, d'idéaux, d'utopies par-delà le temps et les frontières.

Le Groupe de la Bibliothèque La Rue assurera sa dernière permanence le samedi 24 novembre de 15h30 à 18h00. N'hésitez pas, si le projet de reprise vous tente, à venir nous rencontrer. Nous sommes prêts à transmettre notre savoir de bibliothécaires anarchistes...

« C'est dans la rue que l'on peut changer le monde, mais c'est aussi dans les livres que l'on trouve de quoi se changer soi-même... »

Barbara

pour le Groupe Bibliothèque La Rue



Jeudi 22 novembre

Si vis pacem (18 heures) Journée internationale pour l'élimination des violences contre les femmes (invitée pressentie: Femmes libres, émission du mercredi sur Radio libertaire).

Vendredi 23 novembre

Les oreilles libres (14 h 30) Musique Deuxième partie de l'émission consacrée aux musiques alternatives des Pays-Bas.

Samedi 24 novembre

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures).

Chronique syndicale (11 h 30).

Chroniques rebelles (13 h 30).

Deux sous de scène (15 h 30) Tim Laser (musique tibétaine, bol tibétain, scie, etc.) et Isabelle Sojfer écrivaine et slameuse.

Dimanche 25 novembre

Restons éveillés! (00 h 00) Libre antenne.

Lundi 26 novembre

Trous noirs (16 heures) Liber... terre au Brésil avec John, de retour de la Foire anarchiste de São Paulo et du Colloque international d'éducation libertaire.

Mardi 27 novembre

Artracaille (11 heures) Rediffusion de l'émission sur Steinlen.

Voix de l'anarchisme international (14 h 30) Saint-Imier Brésil: Mix, Michel, Adriano, Alan et Rodrigo présentent les nombreuses activités et initiatives des anarchistes dans ce vaste pays.

Pas de quartiers... (18 heures) Élisabeth, envoyée spéciale du groupe Louise-Michel à Boston et en Floride, nous rapporte des instantanés du

scrutin présidentiel aux États-Unis et des réactions (!) suite à la réélection d'Obama. Tous à vos récepteurs satellites.

Paroles d'associations (19 h 30) Personnes Trans et lutte contre le sida en France et ailleurs avec Héléne Hazera de Act up-Paris.

Mercredi 28 novembre

Blues en liberté (10 h 30) Émission musicale blues. Bo Didley, jungle blues.

Femmes libres (18 h 30) Femmes qui luttent, femmes qui témoignent

Ras les murs (20 h 30) Émission d'informations et d'analyses sur la situation actuelle de la prison et de la justice, avec lecture du courrier des prisonniers.





Du 12 au 24 novembre

Besançon (25)

Exposition *Espagne 1936, les affiches des combattants de la liberté*. MJC de Palente, 24, rue des Roses.

Jeudi 22 novembre

Paris XIV^e

19h30. Quel avenir pour l'agriculture? L'agriculture productiviste et agroécologie. Rencontre avec Marc Dufumier, ingénieur agronome. Bibliothèque Vandamme, 80, avenue du Maine.

Bordeaux (33)

19 heures. Gaz de schiste, non merci ! Un rendez-vous pour s'informer sur cette dernière trouvaille des compagnies pétrolières. Au Samovar, 18, rue Camille-Sauvageau.

Vendredi 23 novembre

Paris X^e

19h30. La librairie Quilombo fête ses 10 ans à La Java, 105, rue du Fbg-du-Temple. M^o Goncourt ou Belleville. Tarifs: 10 euros. Soutien 15 euros.

Samedi 24 novembre

Paris XVIII^e

L'ancienne équipe de La Rue fermera définitivement les portes de la bibliothèque à la fin de l'année, mais

espère qu'une autre équipe se mobilisera pour que ce bel endroit puisse continuer à vivre. Si vous voulez nous rencontrer ou nous rendre des livres, merci de passer lors des permanences, le dernier samedi de chaque mois de 15h30 à 18 heures, 10, rue Robert-Planquette, M^o Abbesses ou Blanche.

24 et 25 novembre

Saint-Denis (93)

De 12 heures à 22 heures. Bobines rebelles 2012. 3^e festival du film d'auteur, social et politique en Seine-Saint-Denis organisé par la Dyoniversité, le Docu-club, l'amap Court-circuit et le groupe Henry-Poulaillé. Docus visuels et sonores, débats, bar, restauration. Entré à prix libre. Bourse du travail, M^o Porte-de-Paris. Info: bobinesrebelles93.org

Lundi 26 novembre

Montpellier (34)

14h30 Où est passée la critique sociale? Conférence de Philippe Corcuff sur son dernier livre. Université Paul-Valéry, bâtiment C, étage 3, salle 26.

Mardi 27 novembre

Saint-Denis (93)

19 heures. Cycle: Vers une transformation sociale et politique? Mais au fait, laquelle? Quatrième rencontre et discussion: La démocratie enfin? Intervention de Bernard Teper, coanimateur du Réseau Éducation populaire. Bourse du travail, rue Bobby-Sand, métro ligne 13, station Porte-de-Paris. La Dionyversité, www.dionyversite.org

Jusqu'au 21 décembre

Montreuil (93)

Du mardi au samedi, de 13 h 30 à 18 h 30, exposition de dessins et de photos sur le thème: La tautologie est un sport de combat.

À la boutique Fatalitas! 3, rue Édouard-Vaillant.

M^o Croix-de-Chavaux.

Jeudi 29 novembre

Paris XIX^e

20 heures. Discussion autour du livre *Angry Brigade: Éléments de la critique anarchiste armée en Angleterre* (Ravage Éditions). À la Bibliothèque anarchiste Libertad. 19, rue Burnouf. M^o Belleville ou Colonel-Fabien. Info: bibliothequelibertad.noblogs.org

Vendredi 30 novembre

Paris XX^e

19 heures. La cotisation sociale. Un remède à la crise et alternative au capitalisme? Débat avec Bernard Friot. 33, rue des Vignoles.

Samedi 1^{er} décembre

Limoges (87)

15 heures. Ni Dieu ni maître d'école. Conférence-débat organisée par le Cira limousin et le groupe libertaire Le cri du peuple, avec Hugues Lenoir, auteur de livres sur l'éducation libertaire. Auditorium de la BFM, 2, place Aimé-Césaire, entrée libre.

Dimanche 2 décembre

Paris XI^e

17 heures. Soirée de soutien aux Éditions Libertalia. Projection, débat et pour finir vers 22 heures, musique: Thierry Cockrane and The Schlockmeisters, The Angry cats, puis Jim Purple Memoriam. Au CICP, 21^{ter}, rue Voltaire. PAF 5 euros. Pas d'animaux svp.

Vendredi 7 décembre

Montbéliard (25)

18 heures. Conférence avec Maurice Rajsfus, historien-militant, cofondateur de *Que fait la police? Observatoire des libertés publiques*. Violences policières = armes sophistiquées et impunité. Salle 3 des Hexagones (quartier de la Petite Hollande). Entrée libre et gratuite.

Rouen (76)

20h30. Les débats du café libertaire. Thème de la soirée: le point sur les luttes sociales (Maladrerie, Petroplus etc.) Librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

QUELQUE PART SUR UNE ROUTE CHAOTIQUE DE CATALOGNE...



C'EST DOMMAGE DE NE PAS AVOIR PU EN AMENER D'AVANTAGE...

TU PARLES DES ENFANTS OU DES FUSILS ?



ET APRÈS VOUS IREZ SANS NOUS SUR LE FRONT D'ARAGON ?

OUI, VOUS SEREZ EN SÉCURITÉ DANS CE VILLAGE...

VOUS NOUS ABANDONNEZ !

PAS DU TOUT, FINA RESTE AVEC VOUS...

